

T 2137 - 712 - 10,00 F



heβδο

le monde Libertaire

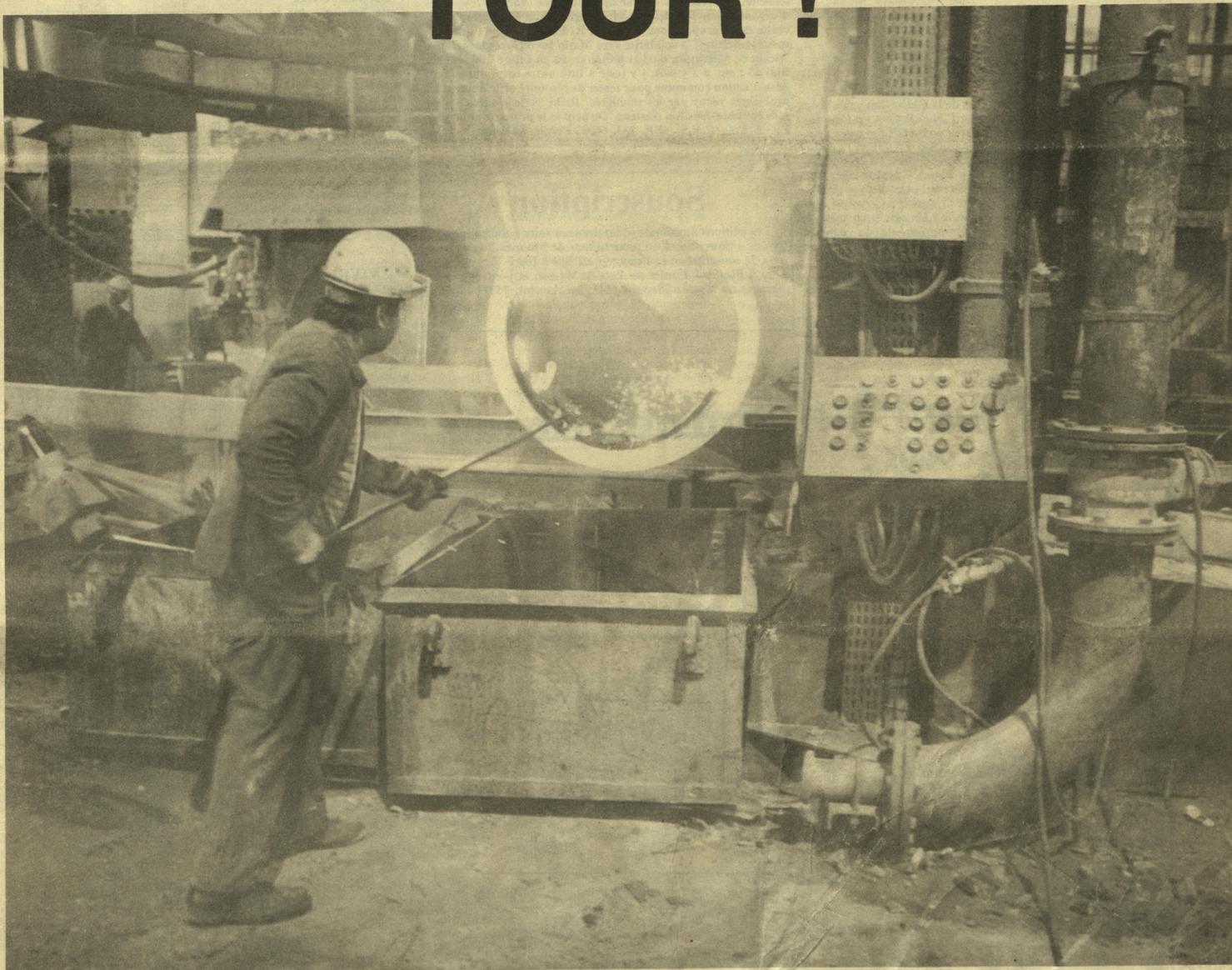


Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°712 JEUDI 16 JUILLET 1988 10,00 F

SOYONS PRÊTS POUR LE TROISIÈME TOUR !



F°P. 2520

communiqués éditions

• **PARIS**
Le groupe Louise-Michel, avec la participation de nombreuses associations, organise une fête place des Abbesses, le samedi 25 juin, de 14 h à 19 h, avec vidéo, expositions, stands, spectacles, jeux, buffet, venez nombreux.

• **LILLE**
La voix sans maître du vendredi 24 juin, émission du groupe Benoît-Broutchoux sur Radio-Campus (91.4 MHz), de 21 h à 23 h, sera consacrée à la campagne d'Amnesty International sur la « violation des droits de l'homme en Syrie ».

• **ARGENTEUIL**
Suite au décès de l'un de ses plus proches compagnons, Salvador Haro, le groupe Kropotkine a décidé de porter son nom. L'intitulé du groupe sera donc : groupe anarchiste communiste Salvador-Haro.

• **MELUN**
Le groupe Louis-Lecoin de Melun tiendra un stand à la fête de « Sémaphore » (journal alternatif local), organisée en collaboration avec « Politis », qui se déroulera le vendredi 24 juin 1988, de 18 h à 24 h, au gymnase du C.E.-S.N.E.C.M.A., chemin du Clocher à Dammarie-les-Lys. Entrée : 20 F.

Souscription

Sous les pavés... un livre. Les émissions « Femmes libres », « Chronique du lundi », « Blues en liberté », « Chronique syndicale » de Radio-Libertaire, le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste fêtent les 20 ans de Mai 68 en allant à la rencontre de quelques-uns et quelques-unes de ces anonymes qui ont été les véritables « acteurs » et « actrices » de Mai 68. Les témoignages de nos rencontres seront publiés à l'automne prochain. Pour nous aider à les faire paraître, nous lançons une souscription de 50 F minimum. Les chèques sont à libeller à l'ordre de H. Lenoir et à adresser à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Politique : L'alliance « F.N.U.R.C. » ou l'ouverture, L'implantation du F.N., Editorial — PAGE 4, Luttons : La politique des patrons de presse, Les profits, La T.F.N. à Bordeaux, S.N.E.C.M.A., Foyer du 11^e arrondissement, En bref — PAGE 5, Société : Le quartier du « Panier » à Marseille, Les législatives à Marseille — PAGE 6, Société : Les états généraux de l'immigration — PAGE 7, Dossier : La grève à Creusot-Loire en Mai 68 — PAGE 8, Dans le monde : Un squatt en sursis à Berlin-Ouest, Guatemala : un laboratoire de la contre-révolution, Brésil : les Yanomani — PAGE 9, Informations internationales : Italie, Mexique, Brèves d'Espagne, Suède, Mario Ines Torres, Revue de la presse, Interview d'un militant de la C.O.B. brésilienne — PAGE 10, Expressions : « La raison ironique » — PAGE 11, Expressions : Programmes de Radio-Libertaire, Bande dessinée, Note de lecture, Cinéma, Exposition de Cardon — PAGE 12, Répression : Le comité des mal-logés, Nicolas Dubourg : l'acharnement militaire, Procès des mutins d'Ensisheim, Communiqué, Thierry Chatbi.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°..... (inclus) Pays.....

Abonnement de soutien :
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

• **AFFICHE**
Une nouvelle affiche vient d'être éditée, elle est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 2 F l'unité et de 0,80 F au-dessus de 50 exemplaires.

TRAVAILLEURS,

Une nouvelle fois vous venez d'accomplir votre devoir électoral et une nouvelle fois, en votant, vous avez couru la possibilité de prendre directement en main votre destinée.

LES ELECTIONS PASSENT, LES PROBLEMES RESTENT

La situation est grave, peu importe aujourd'hui le résultat des votes. La droite stalinienne et réactionnaire est devenue une réalité majeure qui s'organise de jour en jour des victoires électlectorales de droite comme de gauche. Choisir plus grave encore, aucune des forces politiques en présence n'est en mesure de proposer un véritable programme politique autre, capable de satisfaire nos intérêts et nos aspirations croissantes de la société française. La situation est désastreuse. Que le vote LE PEN ait pu être interprété comme un vote de "protestation" doit faire réfléchir tous les militants socialistes.

Dans ces conditions, continuer à laisser faire les politiques de tous bords, à penser qu'il est possible de faire barrage à l'extrême droite par des victoires électorales, n'est que retarder le choc et le passer par des hommes sans idées, au programme sont des choses qui peuvent déboucher avant des conséquences dramatiques pour tous.

NE PLUS LAISSER FAIRE

Cette situation ne doit plus durer ! Changer de personnel politique n'est cependant pas suffisant. Ce qu'il faut, ce sont des méthodes de lutte et des programmes nouveaux, qui redonnent confiance à la majorité des gens sur la possibilité et la nécessité d'un changement social vers plus de justice et d'égalité. Il faut aujourd'hui se mobiliser pour se défendre, et lutter autour d'un programme clairement défini et avec des pratiques d'action directe qui ne se laissent pas berner par les illusions du parlementarisme.

— PAS DE LUTTE VÉRITABLE CONTRE LE RACISME SANS LA RECONNAISSANCE DE L'ÉGALITÉ DES HOMMES, ENTIÈRE ET EFFECTIVE, ENTRE FRANÇAIS ET ÉTRANGERS.
— PAS DE LUTTE VÉRITABLE CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PAUVREté SANS LA RECONNAISSANCE DE LA NÉCESSITÉ D'UN CHANGEMENT SOCIAL.
— PAS D'UNE VÉRITABLE DÉMOCRATIE DE LA FRANCE EN EUROPE ET DANS LE MONDE SANS L'ABANDON DE TOUTE POLITIQUE D'IMPERIALISME ET D'ÉGOTISME, DONT LES KANAKS SONT AUJOURD'HUI LES DERNIERS À FAIRE L'ÉCRASER.

Fédération anarchiste — 145, rue Amelot, 75011 PARIS

• **« INFOS »**
« Infos » n° 23 est dans les kiosques et librairies. Il arrive juste à point pour accompagner la fête du 11 juin 1988 à Toulouges, fête qui lui est dédiée. Au sommaire de ce numéro spécial d'été, tous les sujets brûlants de l'heure sont abordés : le 1^{er}-Mai à Perpignan ; l'antifascisme sous toutes ses coutures ; les violences policières ; la Nouvelle-Calédonie ensanglantée ; l'antimilitarisme ; l'anarchisme vu par les jeunes ; le nationalisme, le régionalisme, le fédéralisme, analysés comme formes opposées d'organisations sociales ; le 4^e Congrès de la Fédération anarchiste et ses propositions d'action ; R. Knobelpiess et l'acharnement judiciaire ; la solidarité avec Mario Ines Torres incarcéré à Alcalá de Méco ; un dossier de souvenirs en forme d'album sur Mai 68 ; etc. « J'y suis, j'y reste » titre notre éditio qui se veut base d'action commune pour tenter de résoudre efficacement les problèmes vécus par les immigrés. Riche cette « Infos » l'est sans conteste dans son contenu. On peut se le procurer pour 10 F à : I.S.A.L./C.E.S., B.P. 233, 66002 Perpignan cedex.

Souscription

Les éditions du Monde libertaire vont faire paraître le tome II des « Souvenirs d'un anarchiste » de Maurice Joyeux. Le prix de souscription de l'ouvrage est fixé à 100 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Patrick Marest, et à envoyer à : la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

communiqués

• **LILLE**
Ils gèrent des librairies, publient des journaux, organisent des conférences, animent des radios libres... ce sont les espaces alternatifs ! Ils se réunissent pour la première fois à Lille, à l'invitation du groupe Benoît-Broutchoux (F.A.), pour confronter leurs expériences et débattre de la situation locale. Rendez-vous donc pour le « Carrefour des espaces alternatifs » samedi 18 juin, de 15 h à 19 h, en compagnie des associations suivantes (sous réserves) : Réso, Du côté des femmes, Espace Karl-Marx, Echappée Alternative, Libre pensée, Centre culturel libertaire, Lettre nord alternative, Radio Boomerang, Radio Campus (un duplex sera organisé en direct sur 91,4 MHz). Une seule adresse bien sûr : C.O.L., I-2, rue Denis-du-Péage à 500 mètres du métro Fives.

• **SEVRAN-BONDY**
Le groupe Sevrans-Bondy de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat, le samedi 18 juin, à 20 h 30, au Centre A.L.F.A. de Bondy, 3, allée des Pensées (ou 132, avenue Gallieni, RN 3), sur le thème : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires. L'anarchisme à l'épreuve de l'histoire ».

• **GRANVILLE**
Il est possible de contacter la liaison Granville, dans la Manche. Pour cela, écrire aux Relations Intérieures, 145, rue Amelot, 75011 Paris, qui transmettront.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

éditions

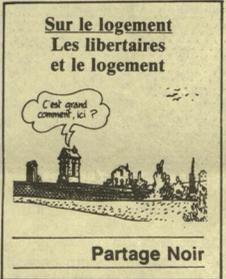
• **FEUILLE**
La feuille « Graffiti » du groupe « Humeurs Noires » vient de paraître. Ce numéro 4 est disponible au prix de 3 F. L'abonnement est de 30 F pour une année.



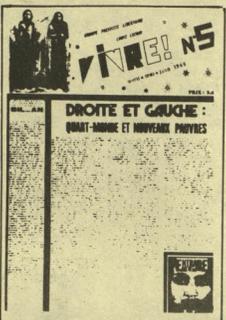
• **« LE FARFADET »**
La revue « Le Farfadet » du groupe de Nantes vient de sortir son numéro 4. Il est possible de l'obtenir contre 3 F.



• **BROCHURE**
Cette brochure sur le logement s'inscrit dans une série de publications du groupe Flores-Magón sur le thème du logement : « Les locataires et la loi Méhaignerie » (épuisée) ; « Rénovation et réhabilitation » ; « Les libertaires et le logement ». Cette dernière brochure est une rapide présentation des contributions libertaires aux luttes pour le logement (disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 7 F).



• **« VIVRE »**
« Vivre » n° 5, le micro-journal trimestriel du groupe Louis-Lecoin de Melun, est désormais disponible. Vendu 3 F, on peut s'y abonner : 1 an, 20 F ; abonnement de soutien 50 F ; abonnement de propagande (5 exemplaires) 100 F. Les chèques sont à adresser à l'ordre de « Groupe Louis-Lecoin association », et à envoyer à : Groupe Louis-Lecoin / U.P. 77, B.P. 123, 77194 Dammarie-les-Lys cedex.



• **« CONTRE VENTS ET MARÉES »**
Le numéro 50 de « Contre vents et Marées », journal d'humeur anarchiste de Bourgoin-Jallieu, Grenoble, Chambéry, vient de sortir. Il est possible de se le procurer en écrivant à : « Contre-Courants », La Ladrère, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (le prix est de 5 F le numéro et de 50 F l'abonnement pour un an).



Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

L'alliance « F.N.U.R.C. » ou l'ouverture...

LE R.P.R. et l'U.D.F. l'avaient dit la main sur le cœur : pas plus aux élections législatives que plus tard il n'y aurait d'accords de désistements avec le Front national. C'est qu'ils étaient bien persuadés qu'avec des candidatures uniques tous les candidats de la droite se retrouveraient devant ceux du F.N. au premier tour, et puis il fallait au moins cela pour tranquilliser les alliés les plus récalcitrants à l'idée de coopérer avec Le Pen (radicaux et C.D.S.).

Mais les résultats du 5 juin ont créé une autre situation et le syndrome de Dreux a fait des ravages du côté de la Canebière. On voit ainsi que les déclarations courageuses ne coûtent pas cher à ces politiciens tant qu'ils ne sont pas au pied du mur ; mais placés devant le choix de laisser passer des socialistes ou des communistes ou de faire un accord local avec le F.N., les responsables locaux ont vite choisi la solution qui leur paraît la plus à même de sauvegarder un minimum de leurs sièges.

Ces messieurs prennent décidément les électeurs pour des bœufs ! Lorsqu'un candidat se retire en annonçant sa préférence pour le second tour, même de façon négative (« barrer la route au socia-

lisme »), cela s'appelle un désistement.

La droite est mûre pour l'éclatement

Cette situation ne va pas être sans conséquences importantes pour l'avenir. En effet, il est de notoriété publique qu'un certain nombre de personnalités du R.P.R. comme de l'U.D.F. ne peuvent supporter cette dérive de leur parti vers une alliance électorale renouvelable avec le Front national, soit par réaction idéaliste (mais éliminons plutôt cette hypothèse de politiciens mus dans leur action par des sentiments humanistes), soit par calcul politique à long terme en considérant qu'une telle alliance ne peut que marginaliser la droite et faire le jeu de la gauche. Il y aurait donc même des politiciens clairvoyants !

Et puis il ne faut pas négliger le ressort que constitue la référence à un passé encore proche. Certains savent que l'arrivée au pouvoir d'un Le Pen les condamnerait en raison de leurs origines, et Simone Veil n'est pas la seule à avoir compris que le F.N. cherche à réveiller l'antisémitisme en France.

Certes les Noir, Hannoun, Veil et autres Stasi ne sont pas encore can-

didats à l'ouverture prônée par le P.S., mais ils sont suffisamment engagés dans leur refus des thèses des néo-fascistes pour qu'il leur soit impossible de rester longtemps dans leurs formations respectives actuelles. La question de l'alliance avec le F.N. va devenir rapidement un sujet d'accrochage tel à l'intérieur du R.P.R. comme de l'U.D.F., que la formation récente d'un groupe de réflexion tout à fait informel autour de Raymond Barre pourrait se transformer très rapidement en un nouveau courant chargé d'incarner la droite (ou le centre, c'est comme on veut) « raisonnable » qui refuse l'alliance honteuse.

Ouverture acte 2

Tous les commentateurs politiques s'étaient accordés, au soir du premier tour des législatives, pour dire que l'ouverture de la majorité présidentielle avait vécu, à la fois à cause du médiocre résultat du P.S., de la percée du P.C.F. que l'on crédite d'un vote socialiste de protestation « anti-ouverture » et des accords de désistements réciproques entre la droite et l'extrême droite qui devaient exclure du bénéfice de l'ouverture tous ceux qui avaient trempés dans cette affaire ne serait-ce qu'en gardant le silence.

Heureusement que le P.C.F. récusait par avance toute demande de reconstitution d'un gouvernement de l'union de la gauche comme en 1981, sinon on nous réservait le coup de la bipolarisation de la vie politique en nous prédisant l'impasse...

Cet éclatement prévisible des deux grands groupes de la droite parlementaire, déjà perceptible au lendemain de l'échec présidentiel de Chirac, sera au contraire le meilleur garant de cette ouverture que chacun a fait semblant de mettre sous le coude jusqu'au 12 juin pour des raisons électoralistes, afin de mobiliser un électoral que l'on sent réticent à cette perspective, dans un camp comme dans l'autre.

Seul un parti de droite résolument hostile à l'alliance avec le F.N. peut postuler pour une telle recombinaison du paysage politique. Les leaders de la droite qui incarnent ce rejet sont donc mûrs pour la recombinaison à terme d'un groupe parlementaire autonome chargé de jouer le rôle de balancier pour permettre au P.S. de trouver sur sa droite la majorité qui lui serait refusée sur sa gauche.

Au soir du 12 juin, les analyses allaient bon train dans ce domaine. Les commentaires se focalisaient

sur l'analyse des reports de voix à droite, tout particulièrement des reports des voix R.P.R.-U.D.F. vers les candidats du F.N. face aux candidats P.S. ou P.C.F. Une part importante s'est sans doute reportée automatiquement, par suivisme des consignes de vote ou par aveuglement, mais il est probable qu'une proportion non négligeable des électeurs du premier tour a refusé de courir le risque Le Pen et a suivi la logique énoncée clairement par Simone Veil : entre un candidat P.S. et un candidat F.N., je choisis celui du P.S., a-t-elle proclamé. C'est ce que l'on peut appeler un désistement en bonne et due forme !

La quasi disparition parlementaire du F.N. et la presque égalité des scores réalisés par le P.S. et par l'U.D.F. et le R.P.R. donnent l'apparence d'un affrontement entre deux blocs. Mais la radicalisation croissante d'une partie de la droite, les prochaines élections (déjà !), la tentation pour la droite modérée de participer à un gouvernement de centre-gauche, tous ces éléments vont sans doute engendrer du remue-ménage dans les semaines à venir...

LEGRAND

L'enracinement électoral du Front national

Il est essentiel d'éviter les analyses trop superficielles des résultats du premier tour des législatives. A première vue, on ne peut que se réjouir du recul général du F.N. sur l'ensemble du pays : non seulement il perd près de 5% des votants, mais si l'on tient compte des abstentions importantes il perd deux millions de voix par rapport au premier tour des présidentielles, soit 45% de son électoral.

Le F.N. n'a pas reculé

En regardant de plus près, on constate quelques exceptions de taille, comme les Bouches-du-Rhône où la perte du nombre de voix n'est que de 25%, ce qui donne une progression du pourcentage des exprimés dans un certain nombre de circonscriptions. Ce sont justement celles où le F.N. avait décidé de concentrer

ses ténors dans l'espoir de réussir à sauver quelques-uns de ses sièges.

Cela nous amène à considérer que les résultats sont sensiblement les mêmes, la différence résultant tout à la fois de la volatilité de cet électoral qu'on qualifie souvent de « protestataire » et du système électoral propre aux législatives ; autant un scrutin national uninominal favorise les formations qui disposent d'un leader charismatique, autant les législatives au scrutin par circonscription favorisent celles qui disposent d'un enracinement local et de personnalités locales (ou nationales) à présenter dans chaque circonscription. Ainsi les mêmes raisons qui expliquent en partie la progression du P.C.F. expliquent les pertes du F.N. Celui-ci ne dispose pas de personnalités locales capables de faire le poids face aux candidats de l'U.R.C. fortement

enracinés, et seuls les ténors nationaux ont tiré leur épingle du jeu.

Il serait donc parfaitement illusoire de conclure à un recul de l'électoral Le Pen, comme il devient de plus en plus inconvenant de parler à son sujet de vote protestataire. Autant cette explication des électeurs se réfugiant dans le vote pour un individu apparemment vilipendé par l'ensemble de la classe politique pour faire valoir leur rejet général de la classe politique dominante pouvait valoir pour les premiers succès électoraux, autant désormais cette explication ne tient plus. Nous sommes bien obligés d'admettre que la persistance, et même le renforcement, de cette influence correspond à quelque chose de plus profond.

On ne peut plus prétendre aujourd'hui que les électeurs lepénistes sont en majorité d'honnêtes gens trompés par un discours populiste attirant pour les exclus de la société. Tout a été étalé à souhait sur la place publique, plus personne ne peut ignorer la réalité des thèses racistes et xénophobes du Front national, pas plus que son rattachement international aux organisations fascistes, comme le M.S.I. (Mouvement social italien), les groupes néo-nazis d'Allemagne ou de Grande-Bretagne, la Phalange espagnole, son soutien explicite aux régimes de Pinochet ou de Botha. Dans ces conditions, il faut bien admettre l'évidence : il y a aujourd'hui en France deux millions de personnes qui sont prêtes à apporter leur concours à la prise du pouvoir par un parti fasciste !

Il en reste encore sans doute un bon nombre qui sont aveuglés par un discours attrape-tout, mais ils sont pour le moins sensibles au discours d'ordre, de nationalisme et de rejet de l'étranger. Ces conceptions, ces pulsions plutôt, doivent être combattues énergiquement, quels que soient leurs promoteurs, et ce n'est pas le scrutin du 12 juin qui pourra y porter remède.

Le danger menace d'autant plus que, quasiment privé de représentation parlementaire, le F.N. ou tout au moins une partie de ses troupes sera tentée par l'aventure de la rue. Les manifestations du 1^{er} mai ont montré qu'une mobilisation puissante était possible dans ces circonstances. Nous devons nous tenir prêts.

LEGRAND

Editorial

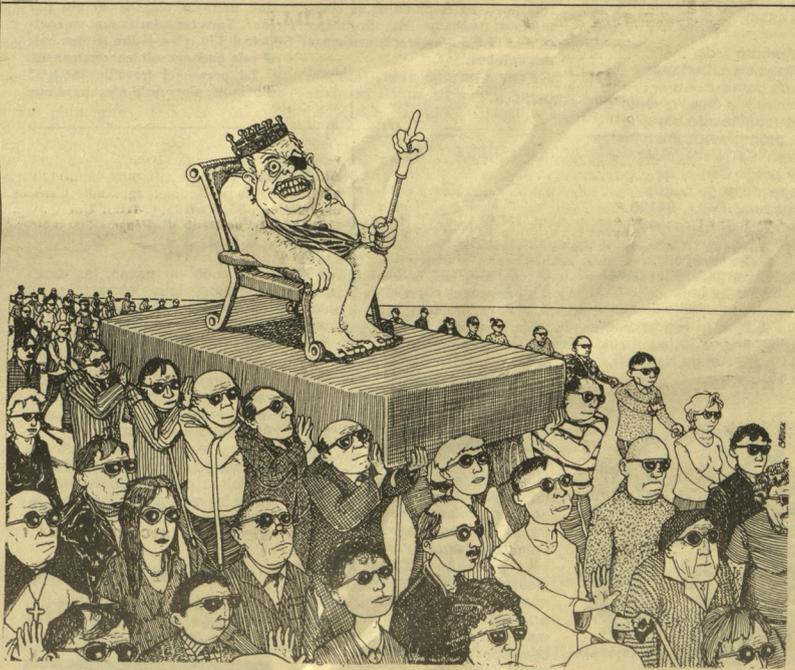
OUF, c'est fini ! Les élections sont passées. Finies les tronches patibulaires à tous les coins de rue, finies les promesses intenables à tout bout de champ, finis les sondages à toutes heures... Pour ce qui est de l'intoxe médiatique, pas de doute : ça ne finira pas avant une bonne vraie révolution.

Oui, demain encore il faudra se battre. Ce n'est pas un scoop, cela fait déjà longtemps que nous le disions et que nous prônons l'abstention aux élections. Tiens, l'abstention, voilà une chose intéressante. Avez-vous vu comme elle a gêné ces messieurs ? Encore 29% au second tour, c'est beaucoup ! Bien sûr, ce ne sont pas 29% d'anarchistes, et la Fédération anarchiste ne revendique pas encore dix millions de sympathisants en France, même si cette abstention signifie forcément un « désintérêt », voire un dégoût.

Et ceux qui ont voté, qu'ont-ils voulu ? 3% de ceux qui ont voté Mitterrand le 8 mai n'ont pas voté P.S. au second tour des législatives, un mois plus tard. Les électeurs veulent-ils l'union de la gauche ou bien la cohabitation ? Ni l'une ni l'autre ? Justement le P.S. avait prévu une troisième solution : le « gouvernement minoritaire ». De toute façon, chacun sait qu'il n'y a qu'une manière de gérer la crise et que les divergences politiques tiennent plutôt aux faveurs par-ci par-là...

Les experts de l'O.C.D.E., eux, se moquent pas mal de tout ça. Avant même les élections, ils ont annoncé pour 1989 une hausse du chômage en France, comme dans d'autres pays d'ailleurs. Qu'on se le dise, il va falloir lutter.

Lutter sans doute pour préserver les acquis et si possible pour retrouver ceux qui ont été perdus. Ce qui est certain est que cette semaine déjà commence la campagne pour les municipales. A nous de faire en sorte que les abstentions progressent encore, et que les libertés ne soient plus rongées.



en bref...en bref...

• Nicolas Dubourg ayant demandé son statut d'objecteur de conscience avec un jour de retard est aux arrêts à Suippes depuis plus de six mois. Il a été dispensé de peine par le tribunal de grande instance le 16 mai dernier. Mais l'armée continue à le détenir malgré les interventions d'Amnesty International, de la Ligue des droits de l'homme et des divers comités de soutien. Sans réponse des autorités, il a entamé une grève de la faim depuis le 7 juin. Pour tous renseignements et soutien : c/o Sylvain Chiron, 52, rue Boulard, 51100 Reims (tél. : [16] 26.88.66.39).

• Le numéro 77 de « Courant Alternatif », mensuel édité par l'Organisation communiste libertaire, est paru. Au sommaire : Unimétal-Longwy : la lutte du train universel ; Kanaky, guerre coloniale ; squat, rock, fanzine et politique ; logement : rénovation dans un quartier populaire de Lyon ; école : des insuits sortent de leur réserve ; Euskadi Sud : chantiers navals d'Euskalduna ; Euskadi Nord : « Abil » vers la censure ; dépistage illicite du S.I.D.A. : la droite hygiéniste à l'œuvre ; contre le viol : Collectif lyonnais. Vous trouverez aussi dans ce numéro tout ce qu'il faut savoir sur le camping O.C.L. de cet été 1988. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 20 F.

• Film-débat le jeudi 23 juin, à 18 h, au Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna, 75016 Paris (métro Iéna). « Zwischenzeit » (entre-temps), R.F.A., en version originale (traduction simultanée), 16 mm, en couleur. Ce film ne se veut pas une chronologie des événements qui se sont passés à Gorleben, où était prévue une installation de retraitement de déchets nucléaires. Son principal souci est de poser la question suivante : pourquoi, malgré toutes les formes de résistance, les opposants au nucléaire ont-ils toujours perdu ? Participera à ce débat le Comité Stop-Nogent-sur-Seine (14, rue des Goncourt, 75011 Paris, tél. : 46.83.46.83, poste 4526).

• Le numéro 7 de « Chroniques Libertaires » vient de paraître. Au sommaire : le mouvement des Cobas (comités de base) en Italie, programmes anarchistes actuels... Cette revue est éditée par le Centre de propagande et de culture anarchiste, B.P. 21, 94190 Villeneuve-Saint-Georges.

• Le Cercle « Fernand Pelloutier » organise un débat sur le thème : « La reconstitution syndicale : le projet F.E.N. », le vendredi 24 juin 1988, à 20 h 30, au C.I.C.P., 14, rue de Nanteuil, Paris 15^e.



L'imprimerie européenne

PRESSE

AU niveau gouvernemental le ton serait à l'ouverture. Finis les vieux schémas, les anciennes classifications, tout à la casse et on refait un nouveau paysage politique ! Ceux qui sont au courant de tout disent même qu'il n'y a rien à craindre, que le grand dessin du P.S. est réglé comme du papier à musique. « Je » débordé sur le centre, je recoupe, je casse la droite (1) et à la fin je ramasse tout, il ne reste plus que le P.S. force social-démocrate omniprésente. Il paraît même qu'au niveau européen tout est prévu, la grande scène de la paix sociale internationale est prête, il n'y a plus qu'à frapper les trois coups...

Prêts pour l'Europe ?

On ne vous redira pas que tout cela n'a plus grand chose à voir avec le socialisme et le mouvement ouvrier. Même si Mitterrand lâche du lest en réaffirmant le droit de grève, il n'est pas « loin » de partager les opinions d'Edmond Maire sur l'archaïsme de la notion de lutte des classes. Au niveau industriel, tout le monde se prépare à cette Europe où tous les profits auront un plus à l'échelle du continent. Sous la droite, sous le règne de Giscard précisément, un certain Lecat avait déclaré que la France « n'avait pas vocation géographique » (2). Les cartes étaient déjà distribuées et on attribuait à chacun un rôle économique précis.

Le paysage de l'imprimerie française, où Robert « papivore » Hersant règne en maître, est connu. Tout au plus dans les dernières années des éditeurs ont voulu investir dans le parc machines pour tenter l'aventure avec le projet de quotidien « Oméga ».

Etre prêt pour 1992 au niveau modernisation de la composition comme des rotatives, c'est là le but

de tout groupe français de presse. C'est particulièrement le souci de la direction du Monde qui vend son immeuble du boulevard des Italiens à Paris pour s'installer, au niveau impression, à Ivry et, pour la rédaction, dans le 15^e arrondissement, rue Falguère. Au passage, le quotidien parisien change de format, ce qui lui permettrait dans le futur de faire imprimer des éditions en Italie ou en Espagne (3).

De son côté, Hersant ne reste pas inactif et il veut implanter une nouvelle imprimerie à Roissy, près de l'aéroport. Il est même prêt à fermer la totalité de ses imprimeries du sud de la France. Comptant distribuer tout de la banlieue nord de Paris par voie aérienne et par le T.G.V. qui serait en service dans deux ans.



Oui mais voilà, dans ce décor « à la française » est venu se juxtaposer Robert Maxwell, homme de presse anglais, « ami » de François Mitterrand, et récent propriétaire d'un numéro zéro d'un journal européen qu'il espère lancer l'année prochaine. Dans le Figaro, puis dans le Monde, on a même appris qu'il était toujours à l'élaboration d'un quotidien français de « centre gauche », livré par porteur et d'un coût modique. Sa participation à TFI

(plus de 12,5%), le contrôle de deux grandes imprimeries du labeur (dont Francis à Ozoir-la-Ferrière) se sont vu « couronner » par l'acquisition d'un terrain à Roissy où il serait prêt à mettre le double de rotatives prévues par Hersant pour son Roissy-Print !

Un combat de titans ?

On serait tenté de ne voir là qu'un combat de titans où la classe ouvrière serait spectatrice. Le projet Paris Star du papivore contre le quotidien de « centre gauche » du bulldozer rouge... Malheureusement, Maxwell est plus que cela, et à Roissy la proximité de la zone franche de l'aéroport peut lui donner des idées à la Disneyland quant à la législation du travail. Tout cela avec la bénédiction de son « ami Mitterrand » ?

En Grande-Bretagne, Murdoch et consorts ont battu les travailleurs du livre en dressant des catégories de salariés, puis leurs syndicats, les uns contre les autres. En France, les travailleurs du livre ne sont pas prêts de suivre cet exemple européen et ils se battent dans l'unité. Même si certains considèrent cela comme de l'archaïsme face à la modernité et si dans nos rangs le sectarisme politique l'emporte parfois sur la solidarité élémentaire.

Sitting BULL

(1) Bien sûr dans un premier temps, la recette suppose de laisser se développer l'extrême droite. Chez les socialistes, cela s'appelle aller dans le sens de l'histoire...

(2) Ce n'était pas en fait que les travailleurs français étaient plus payés que dans le reste de l'Europe, mais ils étaient plus syndiqués.

(3) Son format nouveau est qualifié par les professionnels de « berlinois », ce qui lui permettrait en été, d'être imprimé sur les rotos de la Stampa.

T.F.N.

« Travaille et tais-toi »

DEPUIS le 11 avril 1988, les salariés de la T.F.N. (Technique française de nettoyage) sont en grève. Cette entreprise a été chargée par la société des transports en commun de la communauté urbaine de Bordeaux (C.G.F.T.E.) d'assurer le nettoyage des autobus.

Cette entreprise avait, en 1986, gagné le marché au détriment de

qui ? des travailleurs bien sûr ! Elle ne reprit alors que 3 salariés sur 17 (la convention exigeait que 80% des salariés soient repris). Aujourd'hui, chaque ouvrier et chaque ouvrière doit nettoyer plus de 40 bus par jour. Tous ces salariés sont au coefficient 130, c'est-à-dire le plus bas, et cela quelque soit leur ancienneté.

Le personnel travaille 166 h 52 par mois, alors qu'il n'est payé que

156 h 47 ; c'est facile à calculer : 10 heures par mois et par ouvrier gratuites pour le patron ; sans compter que les heures de nuit ne sont pas rémunérées intégralement. La devise de la T.F.N. : « Travaille et tais-toi » fait écho à tous les gouvernements, de droite et de gauche, sur l'austérité, sur fait qu'il faut se serrer la ceinture pour le bien des entreprises.

Les ouvriers ne comprennent rien à rien

Mais voilà, il y a des ouvriers qui ne comprennent rien à rien et qui en ont marre de se faire sacrifier sur l'autel du consensus. Des ouvriers se sont syndiqués, organisés, mis en grève ; et maintenant ils occupent les locaux de l'entreprise. Aujourd'hui le patronat bordelais au travers de la direction de la T.F.N. se sent de plus en plus fort et n'hésite pas dans un premier temps à refuser toutes les médiations (la mairie, le médiateur nommé par le tribunal, la C.G.T.) et dans un deuxième temps à envoyer des lettres de licenciement aux grévistes, remettant en cause une fois encore le droit de grève.

La lutte suffira-t-elle, aujourd'hui, à mettre à mal la paix sociale chère à Mitterrand ? Nous nous devons de soutenir et de populariser la lutte des travailleurs de la T.F.N. ainsi que toutes celles qui remettent en cause le consensus.

F. BRONCAL

Envoyez les lettres de soutien à l'U.L. de la Fédération anarchiste, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

CONFLITS

Et les profits ?

MICHELIN, la S.N.E.C.M.A., autant de conflits autour du problème fondamental de la fiche de paie. Il paraîtrait que les patrons ne peuvent pas payer, pourtant de l'aveu même de journaux « pro-patronaux » (lisez économiques) « jamais les règles du jeu social n'ont laissé autant de marge de manœuvre aux chefs d'entreprise » (1). Pierre Guillen, président de la commission sociale du C.N.P.F. et « pape de la négociation avec les syndicats » dit même qu'« il reste des tracas, des pesanteurs. Mais les principaux verrous ont sauté ».

Le problème est que dans la classe ouvrière, idéologie dominante et patriotisme mêlés, nombreux sont encore ceux qui croient que revendiquer c'est freiner le développement industriel et culturel de la France !

Le code du travail, les droits syndicaux, tous les acquis du mouvement ouvrier sont remis en question. La France serait devenue « l'un des pays les plus libéraux » d'Europe dans ce domaine

Le changement s'est fait rapidement et sans bruit. La gauche, avant mars 1986, l'avait préparé. La droite l'a accéléré.

Alors la riposte ? Plus que des poches de résistance, l'unité dans les luttes, pour mettre des bâtons dans les rouages du profit capitaliste que celui-ci soit privé ou d'Etat.

Thierry (Gr. Pierre-Besnard)

(1) L'Expansion, du 3 au 16 juin 1988, page 50, article intitulé « La France, le paradis des patrons ? ».

Une justice sereine et indépendante

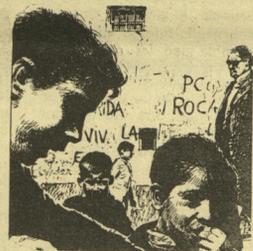
Nous vous indiquions dans le Monde libertaire n° 710 du 2 juin les augmentations de loyer infligées aux habitants du foyer de la rue de la Petite-Pierre, dans le 11^e arrondissement de Paris, par l'Association des foyers de la région parisienne (A.F.R.P.). Le 13 mai, le Tribunal de grande instance de Paris, saisi par le directeur du foyer du 11^e arrondissement suite à la grève des loyers, avait reporté sa décision quant aux expulsions demandées au 10 juin.

Une nouvelle fois, le tribunal a décidé de repousser son verdict au 7 juillet. La justice sereine et indépendante reporte donc son jugement aux lendemains des élections et de plus pendant les vacances. L'A.F.R.P. n'en est ni à son premier procès contre les locataires des foyers et leurs défenseurs ni aux premières intimidations (1). Rappelons qu'une plainte a aussi été déposée contre un des locataires du foyer du 11^e arrondissement considéré comme un meneur, sans succès pour l'instant (2). A suivre...

J. M.

(1) Pour plus de détails, lire les pages 8 et 9 du numéro 39 d'Article 31, mensuel d'information sur l'extrême droite, en vente à la librairie du Monde libertaire.

(2) Lettres de soutien et contacts : Mahamadou Doucouré, 57, rue de la Petite-Pierre, 75011 Paris.



« Non-fin » de grève

Plus d'une centaine de salariés des trois usines de la S.N.E.C.M.A. de la région parisienne (Villaroche, Genevilliers et Corbeil) ont occupé jeudi 9 juin le hall de la Maison de la radio, à Paris. Ils exigeaient une « information juste et correcte » sur leur conflit.

Après quatorze semaines de grève et de débrayages, aucune solution satisfaisante n'a été proposée aux salariés. La direction, après avoir obtenu la levée des piquets de grève à Villaroche et Genevilliers, se refuse toujours à entendre la revendication des S.N.E.C.M.A., pour mémoire : 1 500 F d'augmentation mensuelle uniforme. L'occupation des locaux a cessé ; le travail a repris, ce qui ne veut pas dire que tout est réglé. Chaque semaine, les salariés débrayent et/ou se réunissent en assemblée générale pour organiser la riposte au sujet du non-paiement des heures de grève, la question des heures supplémentaires et l'amputation du 13^e mois (pour fait de grève !).

Par ailleurs, la direction s'inquiète du faible redémarrage de la production et souhaiterait que les organisations syndicales signent le « constat de fin de grève » qu'elles refusent toujours de parapher. La paix sociale paraît donc encore lointaine dans les usines du général Capillon, P.-D.G. de la S.N.E.C.M.A. Se rendra-t-il ? L'avenir nous le dira.

A. D.

MARSEILLE

« Le Panier », ou panorama d'un quartier

CERTAINS appellent ce quartier « le Village », tant il est vrai qu'à l'œil ému du touriste il puisse paraître ainsi. Mais s'il en a eu l'air, il n'en a plus guère la chanson.

D'autres ont tenté l'expérience de l'installation, parmi lesquels certains artisans romantico-soixante-huitards à la bourre. La tentative a certainement péché par excès de précipitation, et comptait sur la rumeur de montmartrisation déclenchée par la « réhabilitation » commencée il y a une quinzaine d'années par les services municipaux.

Petite histoire du coin

Quartier essentiellement populaire ayant abrité les pêcheurs, marins, ouvriers du port et petits commerçants du XVIII^e au début du XX^e siècle, il devint ensuite un haut lieu et le quartier général de la pègre avant de monopoliser l'immigration, intérieure autant qu'étrangère, à l'instar de la Porte-d'Aix (1). Si les immigrés successifs s'y sont installés en si grand nombre (Italiens, Espagnols, Portugais, Corses, Noirs africains et Maghrébins), ce n'est point qu'ils aient été séduits par le charme de ces lieux mais bien par la modicité des loyers qui y sont en général pratiqués. Il est facile de comprendre que, lorsqu'on débarque de son pays de misère sans un franc en poche, on ne crache pas sur trente mètres carrés, munis d'une méchante caisse à eau et de chiottes au rez-de-chaussée, dont la surface corrigée (loi de 1948) n'autorise en principe qu'un loyer de 250 F à 300 F mensuels aujourd'hui.

Il semble que les nombreuses vagues d'immigrations n'aient pas posé de problèmes particuliers jusqu'à l'issue de la guerre d'Algérie. C'est depuis ce temps que certains proprios précurseurs ont loué des 25 m² à des prix obligeant les occupants à s'y entasser pour partager les frais. Est-il utile de préciser que ce sont les Arabes qui ont inauguré ce genre de privilèges, avec les Noirs ? Aujourd'hui encore, il n'est pas rare de voir un Malien occuper une ancienne boutique de la dimension d'un placard avec deux ou trois de ses potes. Parallèlement, les locaux n'ont pas été un tant soit peu entretenus et ont atteint un degré de délabrement avancé.

La réhabilitation

On pourrait donc penser que les opérations de réhabilitation lancées par la mairie depuis quinze ans allaient résoudre le problème. On ne peut évidemment pas condamner totalement ce genre d'initiative sans lesquelles « le Panier » était voué à moyen terme à la démolition totale. Ce fut d'ailleurs le destin de la Butte-des-Carmes, quartier voisin dont il ne reste pratiquement plus que l'église. Nous ne nous opposons donc pas à la remise en état de certains trous à rats. Encore faut-il que cela se fasse au bénéfice des habitants. Dans le cas des propriétaires occupants, des subventions de 25 à 75% aident principalement les retraités qui en représentent la majorité. Les locataires sont censés bénéficier du même ordre de mesures pour l'installation du confort minimal, à savoir : chiottes, douche et eau sous pression. Mais, logiquement, si on a les moyens de cela, on préfère les utiliser à foutre le camp. Restent les propriétaires bailleurs qui eux aussi sont subventionnés. Si ceux-ci ne se sont pas tous

comportés comme des ordures par le passé, il n'en reste pas moins que qui dit « réhabilité » dit « loyer plus cher ». A la clef, c'est donc le départ forcé vers les banlieues nord pour les locataires qui ne sont plus à la hauteur. Finies donc les commodités du centre-ville.

certaines cités des quartiers nord : juste de quoi entretenir une sainte trouille dans les mentalités frileuses. Ce qui fait vraiment défaut c'est justement l'ambiance de village que le look architectural laisserait supposer. Essayez donc de faire ami-ami, quand vous êtes retraité, avec

vieilles gens ne se sentent pas si menacés que ça et n'arrivent pas à choper le réflexe délateur et civique.

Quel avenir ?

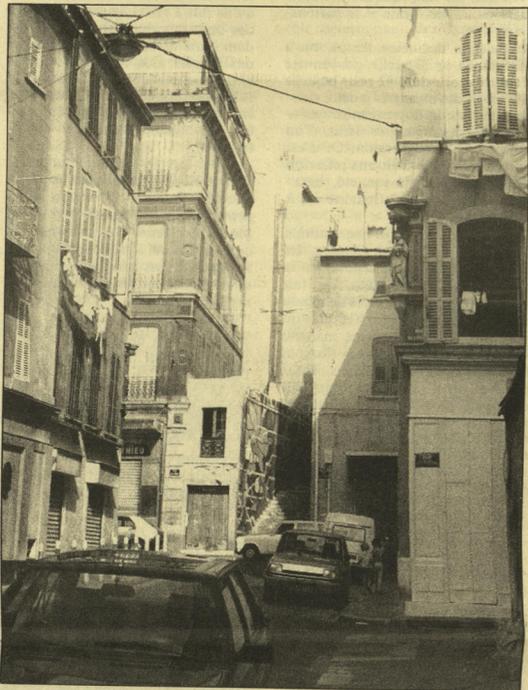
D'après ce que laissent entendre les urbanistes patentés chargés du dossier, il s'en faut encore de vingt ans avant de vaincre les dernières réticences et de mener à bien cette opération de grande envergure et de longue haleine.

En lisant entre les lignes, on comprend qu'elle aboutira à terme à renouveler complètement la population locale. Entendez par là qu'après la disparition des retraités, le départ des locataires non solvables, la place sera nette pour « le percement des accès, la mise aux normes et l'installation d'un mode de vie adapté », je cite.

Il est vrai que le bâti est difficile à traiter : certaines façades ne font que 3 à 5 mètres de large et certaines rues n'excèdent pas 1,5 mètre. Si, si ! On comprend donc que nos urbanistes soient déconcertés devant le nombre des cas particuliers à prendre en compte. Certes, il ne faut pas tomber dans le volontarisme au point de s'accrocher à d'immondes cafoutchis pour la raison qu'il s'agit là de l'habitat ouvrier. On pourrait cependant souhaiter que les habitants aient leur mot à dire, car ils ont leurs solutions en tant qu'occupants depuis des générations, et surtout qu'ils aient réellement le choix de partir ou de rester. Au contraire de cela, la rentabilité étant le maître-mot, on ne peut gérer le particulier et c'est donc la politique du fait accompli qui est de mise. Nos experts ayant la pelleteuse facile, le Comité du vieux Marseille (C.V.M.), qui voudrait tout garder, n'a pas fini de s'engager avec Jean-Noël Guérini, maire du deuxième secteur. Pour ce dernier, tout baigne.

Quels futurs habitants ?

Malgré certaines déclarations visant à calmer les humanistes effarouchés du C.V.M., on démolira donc où l'on veut, et l'on standardisera de même. On ne cherchera pas à faire communiquer deux immeubles mitoyens pour permettre de loger les familles mais bien à attirer pour ces derniers. Au mieux, ce sera le règne du duplex et du loft dans les anciens domaines. Intéressant mais hors de prix.



La mairie de Marseille est le plus gros propriétaire foncier du quartier. Usant de son droit de préemption, celle-ci a racheté des dizaines d'immeubles délabrés avant de les murer en attendant les travaux.

Bien que les prix fixés par les Domaines soient bas, vu l'ampleur des emplettes et les limites du budget, la municipalité s'est piégée toute seule. A force d'attendre, les immeubles ainsi abandonnés ont finalement été démolis par flots entiers. Quoique l'on puisse imaginer que ce genre de négligence cache d'autres intérêts. Dans ces domaines, les anarchistes imaginent le pire et sont rarement loin de la vérité ! Dans la ville des fausses factures, hein... Deux exemples peuvent nous aider à réfléchir : l'îlot de la rue des Phocéens qui a laissé place à un parking souterrain surmonté d'un immeuble balèze, et l'îlot de la cathédrale qui a vu pousser un immeuble de l'office H.L.M. proposant des « types 2 » à 1 700 F par mois.

Les mœurs

Comme il fallait s'y attendre, l'amalgame immigration-insécurité est à la mode. Que l'on dise seulement qu'aux dires du commissaire du 2^e arrondissement en personne, il ne se passe rien de plus qu'ailleurs au « Panier ». On y recense le lot habituel de petite et moyenne délinquance, constitué de vols à la roulotte, de cambriolages et du trafic « artisanal » de drogue. Autant dire un vivier d'indices qui ne déplaît pas à monsieur le commissaire, au point qu'il ne manque plus que les enseignes lumineuses à certains dealers. Donc, rien de plus que dans

des Maliens à l'humeur musicale et nocturne ! Personnellement, je regrette justement que les bruits de bagnoles et cyclos ne soient pas couverts par les tempos africains. Ayant une douzaine d'années de location à mon actif, j'aurais plutôt tendance à penser que l'ambiance baisse pour laisser la place au vacarme des beaufs locaux garant leurs caisses sous leurs fenêtres dans des rues à sens unique de deux mètres de large. En résumé, on se contente de communiquer à coups de klaxons, et on appelle les condés dès que les cacous font du raffut, sans chercher à discuter.

La restauration de l'ancien hospice de la Vieille-Charité, entre 1980 et 1985, semble avoir amorcé un plan d'ensemble visant à réhausser le niveau de « fréquentabilité » des ruelles pittoresques. Dans ce qui constitue un véritable joyau architectural sont organisés des expos, des colloques, des congrès et autres manifestations culturelles drainant toute une clientèle extérieure au quartier. Quelques lieux dans le style piano-bars et ateliers artistico-branqués sont venus s'y coller. Tant mieux. Les habitants ne semblent pas hélas ! beaucoup les fréquenter, si ce n'est pour certains d'entre eux de nuit et par effraction. Une sorte de bizutage auquel ont droit traditionnellement nombre de nouveaux arrivants et qui est épargné aux anciens. Ce qui surprend le plus ces ex-babas, c'est le fait que tout le voisinage connaisse parfaitement les auteurs sans pour autant les balancer ne fût-ce qu'anonymement. C'est là sans doute un vieux reste de la culture du « Panier » remontant aux années 30. Comme quoi les

Au bout du compte, la population n'aura pas réellement pris part à la fameuse réhabilitation et s'en trouvera écartée en douceur. Les leçons apprises à la Porte-d'Aix (1) auront été appliquées ici aussi. Seuls, peut-être, les épiciers tunisiens ont encore un avenir en tant que locaux avec les autres petits commerçants. Ces derniers vendront leurs marchandises à une population de célibataires temporaires, de bohèmes huppés et d'étudiants friqués. Ne soyons pas si sectaires, mais regrettons seulement que les habitants actuels n'y retrouvent pas leur place.

Quelle leçon ?

Dans ce domaine du logement, comme dans celui du travail et de la consommation, le citoyen de base non organisé doit se contenter de subir. Encore faut-il saluer la dextérité des politiciens qui savent aujourd'hui manœuvrer en douceur et éviter la prise de conscience de masse par des opérations à long terme et au look progressiste. En effet, les chantiers n'ont jamais été si nombreux au « Panier » et bien peu se doutent que les changements iront plus loin que la couleur des façades.

La bonne vieille révolte populaire n'est plus dans le coup car les magouilles sont moins évidentes. Il faut donc un certain effort intellectuel pour imaginer à long terme les conséquences de cet urbanisme soft. Les méthodes de notre côté doivent donc changer dans la manière de s'adresser à nos concitoyens afin de leur faire prendre conscience de leur comportement de consommateur. C'est un des innombrables problèmes sociaux auxquels les anarchistes doivent s'atteler afin d'élaborer les réponses adéquates. Cela doit se faire ensemble, dans un mouvement libertaire plus étouffé et plus près des réalités quotidiennes ; en rejoignant les associations ou comités investis dans les luttes (2) afin de plancher et d'agir pour se réapproprier des moyens de production, de consommation, de la culture et du logement. Rendre à Marius ce qui appartient à Marius.

FRED (Gr. de Marseille)

(1) Le problème du quartier de la Porte-d'Aix a déjà été traité par Gérard (du groupe de Marseille) dans un précédent Monde libertaire.

(2) Dont les plus intéressants sont encore à créer !

Le Pen ne passera pas ses vacances à Marseille

Si les candidats parachutés sont généralement mal accueillis, il semble qu'une « malédiction » ait pesé sur deux anciens parachutistes : tout comme Bigard, célèbre pour avoir été battu lors d'une confrontation mouvementée en 1954 à Dien-Bien-Phu par le candidat surprise Giap et reculé cette fois en Meurthe-et-Moselle, Jean-Marie Le Pen perd son siège au Parlement. Tous les candidats du Front national ont été battus à Marseille. Du coup Jean-Claude Gaudin est blanchi, et de pestiféré il devient grand tacticien. A l'opposé, l'alliance entre la droite et le F.N. a permis à Bernard Tapie et aux autres candidats de gauche d'incarner l'antiracisme. Antiracisme efficace souligne le Parti socialiste puisque la représentation parlementaire du F.N. est réduite à la portion congrue. Bien entendu le F.N. n'a pas disparu. Gageons qu'il aura son mot à dire lors des municipales en 1989 dans la lutte sans merci, et au nom du combat entre la « préférence nationale » et l'antiracisme, que se livreront droite et gauche... pour le contrôle de la mairie de Marseille. Le véritable combat antiraciste reste, comme toujours, à mener par les intéressés contre tous les politiciens.

ATTILA

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

INTERVIEW

A propos des états généraux de l'immigration

Organisés par un collectif d'associations intitulé « Mémoire fertile », les états généraux de l'immigration se sont tenus les 27, 28 et 29 mai à la Bourse du travail de Saint-Denis. L'interview de Mossen et Rosa — de Mémoire fertile — a été réalisée par l'émission « Les damnés de la terre » sur Radio-Libertaire.

La rédaction

— **Radio-Libertaire** : Quels étaient les participants des états généraux de l'immigration ? Beaucoup d'associations ?

— **Mossen** : Environ 350 personnes qui représentaient essentiellement — pour 90% d'entre elles — des associations. Il y avait aussi des invités : des chercheurs, spécialistes des questions de l'école ou du logement...

— **R.-L.** : « États généraux », cela suppose une mobilisation de l'ensemble des secteurs de l'immigration, de l'ensemble des régions... C'est très ambitieux, est-ce réussi ?

— **M.** : Je pense que oui. Sur approximativement 5 000 associations issues de l'immigration, 130 étaient présentes, et on peut penser qu'elles n'étaient donc pas représentatives, mais il faut considérer l'ensemble de la démarche qui a amené à l'organisation des états généraux.

Il faut se rappeler que l'idée d'états généraux est apparue en 1985 à l'issue de la troisième marche. La première réunion qui s'est penchée concrètement sur la question s'est tenue en octobre 1986, pratiquement un an après. Il y a eu depuis plusieurs réunions nationales d'associations en novembre 1986, à Lille, en janvier 1987, à Marseille, en mai 1987, à Angers, et la dernière en octobre 1987, à Paris, a décidé de la tenue d'états généraux au mois de février 1988. Ils ont été repoussés à mai pour des raisons matérielles.

A travers ces réunions, l'information a été diffusée et, en fait, le nombre de gens et d'associations touchés par l'idée d'états généraux, et ce qui allait être débattu, est beaucoup plus important que ceux qui sont venus pendant les trois journées. C'est pourquoi je pense qu'en fait on a touché l'essentiel du mouvement associatif, le chiffre de 5 000 étant de toute façon théorique.

— **R.-L.** : Le calendrier que tu viens d'évoquer signifie que cette convocation d'états généraux émane d'un mouvement profond, c'est-à-dire non lié directement à une actualité comme, par exemple, le débat sur le code de la nationalité. C'était donc quelque chose qui mûrissait depuis longtemps qui a débouché sur ces trois journées...

— **M.** : L'association organisatrice s'appelle « Mémoire fertile » et c'est significatif. Elle est constituée de gens qui ont une histoire dont l'origine est souvent lointaine géographiquement, mais aussi dans le temps, et qui fait partie de l'histoire de l'immigration en France.

Ce que tu dis est important, c'est-à-dire que l'initiative des états généraux n'a pas été voulue comme une grande messe. On aurait pu, alors que nous étions en période électorale, faire un grand truc avec beaucoup de monde, un grand concert ou une quatrième marche, pour avoir des revendications immédiates, précises, etc. On a voulu réfléchir et débattre ; on a choisi des gens qu'on a invités, avec lesquels on avait envie de discuter.

— **R.-L.** : Il est assez nouveau que les immigrés s'organisent, en associations, et apparaissent sur la

« scène politique ». Il y a eu des mobilisations, des marches... Comment vous situez-vous par rapport à cette histoire récente ?

— **M.** : C'est aussi une question importante. D'abord on a, pour la première fois, ce qu'on appelle les deux générations qui sont réunies dans un même lieu et qui débattent ensemble. Je crois que c'est fondamental car, ces dernières années, on nous a habitués à une division entre les non insérables, non intégrables : la première génération ; et puis les autres. On a fait la preuve que c'est un peu bide d'une part... et dangereux d'autre part. Depuis les années 70, le mouvement S.O.N.A.C.O.T.R.A., les diverses grèves de la faim, les marches... Tous ces éléments de mobilisation démontrent que l'immigration est devenue un phénomène de société, un mouvement social qui se pose des problèmes politiques.

Jusqu'à présent, les immigrés étaient un peu en retrait par rapport à la société dans leur manière d'aborder les questions politiques, mais cela change avec la confrontation à la réalité. L'échec scolaire ou les difficultés de logement ne concernent pas que les immigrés. On a envie que ça change, et on a envie de poser les problèmes de la société française d'une autre manière, c'est-à-dire plus simplement comme immigrés et pour l'immigration, mais en apportant un début de solution à des problèmes de société comme l'école, le logement, les rapports avec la police, la justice, la citoyenneté... Je crois que c'est la démarche qu'on a essayé d'avoir au cours de ces trois journées d'états généraux. C'est aussi une question qui dépasse les états généraux : quelle démarche peut-on avoir aujourd'hui pour aborder toutes les questions de l'immigration, mais aussi de la société française dans le cadre d'un nouveau rapport à la politique ?

— **R.-L.** : On a vu pourquoi et comment ont été organisés ces états généraux de l'immigration. Mais quelle en fut la teneur ?

— **Rosa** : La première journée, le vendredi, était une journée de bilan autour des pratiques associatives, vis-à-vis de l'école, de la justice... différents sujets ont été abordés comme ça sous l'angle du bilan à travers des ateliers où chacun a pu bénéficier des expériences des uns et des autres. Le but du jeu était de réfléchir à de nouveaux moyens d'actions ; comment intervenir le plus efficacement possible pour permettre aux personnes et aux associations issues de l'immigration de reprendre un peu le pouvoir sur le quotidien, ce qui peut être valable pour n'importe quel citoyen qui vit en France.

Il y a eu aussi une table ronde sur la formation et l'emploi dans laquelle ont été abordés les gadgets T.U.C. et S.I.V.P., puisque les jeunes issus de l'immigration sont d'excellents cobayes dans ce domaine. Le soir a eu lieu un débat sur la lutte antiraciste, débat rendu difficile par le nombre de plaies encore ouverte ; les participants ayant eu du mal à prendre du recul par rapport à ces dix dernières années.

Le deuxième jour, il s'agissait de réfléchir autour du concept de nouvelle citoyenneté. Qu'est-ce qu'on entend par nouvelle citoyenneté ? Quels sont les obstacles juridiques, constitutionnels, ou dans les pratiques quotidiennes. Dans un deuxième atelier avait lieu une réflexion sur les pratiques des associations, la vie locale et le partenariat.

Dans un deuxième temps, on a discuté de la nouvelle citoyenneté dans l'Europe de 1992 pour laquelle il y aurait des immigrés à deux vitesses : les immigrés partenaires européens et les immigrés issus d'un autre type d'immigration. On s'est aperçu que s'il y avait une réflexion sur la nouvelle citoyenneté, beaucoup mêlent ça à nationalité ou à territorialité.

Le lendemain, après une synthèse des débats en séance plénière, les états généraux se sont achevés sur la définition de deux axes, du fait d'une part d'une très forte demande de formation politique, et d'autre part d'être présent, d'une manière non encore définie, lors des élections municipales et européennes. Pour préciser ça, il reste donc beaucoup de travail de réflexion à fournir et en ce sens, les états généraux étaient une première étape.

— **R.-L.** : Ce que nous définissons comme l'autonomie des gens, la prise en charge par eux-mêmes de ce qu'ils ont envie de faire et une réappropriation de la politique dans le sens « choses de la cité » et non politique-spectacle, mais c'est un début de quelque chose...

— **M.** : C'est un début de quelque chose. Nous, avant même la tenue des états généraux, nous avions décidé la publication d'un bulletin. C'était difficile car les gens n'ont pas l'habitude d'écrire, mais

dès le troisième numéro, on a été inondé de textes.

On avait prévu de faire quatre numéros, on se retrouve obligés d'en faire un cinquième, et je me demande si on ne va pas devoir continuer... Il y a un profond besoin d'expression, les gens parlent de leurs expériences, des difficultés qu'ils ont à résoudre les problèmes des immigrés qui viennent les voir dans leurs associations, il y a aussi des articles plus théoriques sur la citoyenneté et sur l'Etat... Vu que la formation politique est l'une des choses essentielles qui ont été retenues, le bulletin pourrait en être le support.

— **R.-L.** : Des questions comme l'école ou le logement peuvent être abordées par les immigrés, mais peuvent aussi l'être par n'importe qui... D'ailleurs des associations comme Cash et Réflexes étaient présentes aux états généraux... Y a-t-il une volonté de réunir immigrés et non-immigrés ?

— **M.** : Oui, et on a même eu un début de petit débat pour savoir si on faisait les états généraux de l'immigration ou les états généraux de la citoyenneté... Sur tous les sujets abordés, il y a des catégories de Français qui sont intéressés par le débat. On aurait pu aborder les problèmes de logement, d'école, de formation, de travail d'un point de vue uniquement immigré et dire « On nous exploite », « On nous expulse »... c'est vrai que ça existe mais l'aspect dominant, c'est l'aspect de classe.

Je crois que l'immigration est un révélateur des problèmes de société, et puisqu'on révèle eh bien autant avancer les débuts de solutions qu'on peut proposer, mais on ne pourra trouver des solutions — et en tout cas les trouver

concrètement — qu'avec les gens qui sont dans les mêmes conditions, les mêmes situations, et qui posent le même type de problème. Mais la question de l'autonomie est très forte et on s'est dit que dans un premier temps, il n'était pas mal de se retrouver entre immigrés.

Je pense, et les conversations que j'ai eues me le font penser, que l'initiative ou les prochaines initiatives que nous aurons seront en association avec des gens qui ne sont pas immigrés.

— **R.** : Par exemple, pour le débat sur l'éducation, on avait déjà invité le C.E.R.I.S.E. et c'est vrai qu'on peut pas faire sans les autres, que chacun a sa parcelle de vérité. Il est vrai que le mouvement associatif issu de l'immigration s'est développé à l'intérieur de la société française, il est partie prenante.

— **R.-L.** : C'est pour ça que la question de la citoyenneté — ou de la « nouvelle citoyenneté » — est importante, et il y a aujourd'hui dans la société française des gens, immigrés ou non, qui ne sont pas considérés comme des citoyens dans la mesure où ils n'ont pas de logement, rien à manger, pas de travail... La citoyenneté, ça englobe tout ça.

— **M.** : Je crois que la définition de la citoyenneté est en débat (...). On a dit tout à l'heure qu'une de nos priorités serait d'être présents à l'échéance des municipales. Quand on dit citoyenneté, il s'agit du droit de participer dans la cité ; je crois qu'on a là une occasion à ne pas rater. On sait que les municipales sont l'occasion pour tout le monde de casser du sucre sur le dos de l'immigration, on va donc utiliser cette échéance pour ne pas laisser faire les choses comme jusqu'à présent.



**ON AU PROJET
DE REFORME
DU CODE
LA NATIONALITE**

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

MAI 68

Interview d'un militant ouvrier

En 1968, Sébastien Basson avait 43 ans, il travaillait depuis une douzaine d'années à Creusot-Loire dans l'usine du « Marais », à Saint-Etienne, Technicien, militant syndical, il nous raconte ici son Mai 68, la grève à Creusot-Loire...

La rédaction

— « Le Monde libertaire » : Creusot-Loire, à l'époque, cela représentait combien de salariés sur Saint-Etienne ?

— Sébastien Basson : L'usine de Saint-Etienne a compris, selon les périodes, entre 1 500 et 2 000 salariés. Mais il y avait tout autour des usines importantes dans le bassin stéphanois... Il y avait, un moment donné, 17 000 salariés à Creusot-Loire.

— M.L. : Y avait-il une tradition ouvrière sur Creusot-Loire Saint-Etienne ?

— S.B. : Oui, Creusot-Loire Saint-Etienne c'était les anciennes aciéries fondées en 1870. Il y a eu des périodes relativement calmes, sans trop d'histoires, mais aussi des mouvements sociaux importants avant la guerre de 14-18... Une histoire complexe, car la sidérurgie c'était une situation un peu particulière par rapport au reste de la métallurgie. Mais enfin, l'usine des aciéries, « Baroin » comme on disait à Saint-Etienne, a été présente dans les grèves de 1936... puis les grèves de 1947 et de 1953. Donc, il y avait une bonne tradition de luttes ouvrières à l'usine du « Marais » (Creusot-Loire Saint-Etienne, c'est l'usine du « Marais » située dans le vieux quartier du Marais à Saint-Etienne).

— M.L. : Est-ce qu'avant les mois de mai et de juin 1968, il y avait eu des mobilisations sociales comme à Sud-Aviation à Nantes ?

— S.B. : Après 1953, moment de la grève des mineurs, il y avait eu des débrayages... des actions très locales qui manquaient de cohésion. Mais jamais quelque chose de très important, des débrayages toujours limités dans le temps. Pourtant, pour des objectifs assez primordiaux comme l'augmentation des salaires ou la réduction du temps de travail, ces mouvements n'avaient aucune suite sinon, peut-être, qu'ils constituaient une pression qui contribuait au dialogue.

Parce qu'il y avait beaucoup de discussions, c'était la fin des années 50, l'époque où le patronat pratiquait l'accord d'entreprise. La compagnie des Forges est une des premières à s'ouvrir au dialogue social dans l'entreprise. On discutait beaucoup. Peut-être bien que cette petite guérilla des travailleurs de Creusot-Loire représentait une certaine forme de pression, ce qui permettait de récolter des miettes par rapport aux revendications qui étaient avancées. C'est, je crois, la seule chose qui était possible de tirer de ce genre de luttes revendicatives parfois très folkloriques. Je me souviens d'un débrayage : des ouvriers d'un secteur s'arrêtaient pendant que les autres travaillaient et se baladaient dans l'usine en jouant du tambour !

C'était pas des grandes luttes comme beaucoup de travailleurs auraient souhaité qu'elles se déroulent.

— M.L. : Donc pas d'affrontements majeurs avec le patronat mais une petite guérilla. Pour revendiquer sur des aspects plus qualitatifs que quantitatifs ?

— S.B. : Oui, on y trouvait toute la gamme des revendications : la retraite à 60 ans, les augmentations de salaires, etc. Mais les luttes locales partielles étaient insuffisantes pour faire céder le patronat.

Nous étions nombreux à nous interroger, je me souviens du congrès C.G.T. de Creusot-Loire en mars 1968 (Creusot-Loire Saint-Etienne était structuré en syndicat). La question a été posée de l'efficacité de ces mouvements ou bien de ces grèves nationales saisonnières du printemps, d'automne et d'hiver. Cela ne donnait rien. Au contraire... Aucun mouvement d'ensemble pour défendre la Sécurité, déjà menacée !, rien pour contrer le chômage (il y avait à l'époque 500 000 chômeurs, ça nous paraissait énorme). Evidemment on ne savait pas ce qui nous attendait. Il fallait donc un combat d'ensemble de la classe ouvrière... A ce congrès, le représentant C.G.T. de la fédération Métallurgie nous a répondu que c'était faux, que les luttes partielles permettaient d'arracher beaucoup plus qu'une grève générale ! Son intervention a même été publiée quelques jours après dans L'Humanité sur 3 ou 4 colonnes, « en réponse à ceux qui préconisent la grève générale ». Alors ça voulait dire une chose : que cette question soulevée à la C.G.T. Creusot-Loire avait été posée ailleurs... par beaucoup d'autres, et parfois bien avant 1968. Elle était déjà dans les têtes des mineurs pendant la grève en 1963. Les mecs disaient à l'époque : « Il faudrait qu'on s'y mette tous ensemble ». En 1963, avait comme après, tout a été fait pour qu'il n'y ait pas de mouvement d'ensemble de la classe ouvrière...

— M.L. : Pour toi, les prémices de Mai 68 s'annoncent déjà dans les années 60 ?

— S.B. : Oui, agir tous ensemble sans savoir comment ça pouvait se faire... La grande leçon de Mai 68, c'est que ce type de mouvement éclate de façon totalement imprévisible. En 1947, c'étaient les manifestations pour les transports à Marseille ; en 1953, la grève des postiers de Bordeaux, à l'initiative des ansers, d'ailleurs. En 1968, c'était l'étincelle du mouvement étudiant. Ça veut dire que personne ne peut le prévoir. Pour obtenir des petites revendications, on peut faire de petits débrayages, mais pour obtenir de grosses revendications il faut qu'il y ait un mouvement d'ensemble...

— M.L. : Comment, après les premières manifestations étudiantes parisiennes, les occupations et les grèves démarrent sur Saint-Etienne ?

— S.B. : La première grande manifestation à Saint-Etienne, c'était à l'occasion de la grève générale du 13 mai qui a eu un succès considérable, une manifestation très importante devant la Bourse du travail suivie d'un défilé en ville.

Pour la première fois au « Marais », on a mis en place des piquets de grève dès le matin. Et la grève a été totale à l'usine. Moi, j'étais partisan du fait : « Nous sommes en grève, restons-y ! » Mais on a repris le travail le 14 mai. On était quelques-uns, alors, à observer la situation ; si bien qu'on a vu partir les mouvements à Sud-Aviation et ailleurs. De par mon travail, le 17 au matin, j'apprends que Gaz-de-Lacq est en grève, c'était le moment d'y aller, on risquait d'être lock-outé ! Cela n'a pas été facile, deux heures de dis-

cussion, il a fallu expliquer aux copains que ce n'était pas une grève comme les autres, ça ressemblait un peu à une aventure.

L'information a circulé... Le 17 mai au soir, toute la métallurgie de la Loire se mettait en grève. On ne peut pas dire que c'était un mouvement spontané ni d'ailleurs télécommandé, cela a montré plutôt le rôle déterminant des syndicalistes de base.

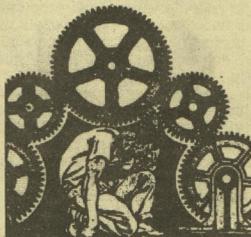
— M.L. : Qui sont ces syndicalistes ?

— S.B. : Des « mensuels », des ouvriers d'âges moyens ; moi j'avais 43 ans, d'autres étaient plus jeunes, mais c'étaient des camarades qui travaillaient dans la boîte depuis pas mal de temps. Nous pratiquions un syndicalisme assez ouvert. On se sentait assez proche idéologiquement : libertaires, militants du P.S.U... On aurait pu être qualifiés de « gauchistes », bien qu'à l'époque ce terme était peu connu ! Il y avait aussi des militants C.G.T. traditionnels mais combattifs...

— M.L. : Vous avez occupé l'usine. Comment étiez-vous organisés ?

— S.B. : La première décision qui a été prise, dès le tout début, a été la constitution d'un comité de grève. Il a connu de suite un certain succès, chaque secteur désignait ses délégués au comité. Il y avait des jeunes, des vieux et des gens auxquels on n'aurait jamais pensé, jamais imaginé voir participer à une action militante.

On s'est organisé en commissions : information, sécurité, ravitaillement, propagande, loisirs également (on a fait venir la Comédie de Saint-Etienne). On organisait des excursions dans les petites usines des environs, qui n'attendaient que notre visite pour se mettre en grève, n'osant pas seules s'opposer aux patrons. Le comité de grève se réunissait tous les jours. C'était vraiment une organisation de la grève par les salariés eux-mêmes. Bien sûr, dans le comité se retrouvaient tous les militants C.G.T., C.F.D.T., F.O., mais aussi de nombreux non-syndiqués.



— M.L. : Quels étaient vos rapports avec les autres, y avait-il des coordinations ?

— S.B. : Il y avait une coordination permanente à la Bourse du travail, une coordination interprofessionnelle mais exclusivement du fait des appareils syndicaux, et non une coordination de délégués de base. Si les syndicats ont manqué le début du conflit, la C.G.T., par exemple, a très vite repris le contrôle du mouvement. Très habilement, ils ont manœuvré. Il fallait que tout rentre rapidement dans l'ordre.

— M.L. : Quelles étaient vos revendications ?

— S.B. : En premier lieu, les salaires, nous revendiquions 160 F par mois pour tous, une augmentation non hiérarchisée, le salaire mensuel garanti à 800 F, le paie-

ment des jours de grève, la réduction du temps de travail de 4 heures (on travaillait 48 heures par semaine), la retraite à 60 ans, la suppression des licenciements pour maladies et accidents parce que ça existait à ce moment-là, le 13^e mois, le droit syndical. Mais aussi on revendiquait la suppression des contrats temporaires, la mensualisation des personnels horaires.

— M.L. : Parlez-vous d'autogestion ?

— S.B. : Un militant C.F.D.T. a lancé le débat, mais ça n'a pas eu grand retentissement. Dans notre secteur professionnel, l'autogestion dans le cadre d'une entreprise cela nous paraissait irréalisable, produire pour qui ? Comment ? L'autogestion de toute l'économie oui, mais sur une entreprise cela paraissait un peu farfelu...

— M.L. : Mais vous aviez quand même soin de préserver l'appareil de production ?

— S.B. : Pour une raison de sécurité pure et simple. En sidérurgie, un outil qui se détériore peut être dangereux, notamment au moment de la reprise du travail.

— M.L. : Quelle a été l'attitude des différentes catégories professionnelles ?

— S.B. : C'était une grève ouvrière avant tout, mais la majorité des employés, c'est-à-dire les cols blancs de l'entreprise, se sont joints au mouvement. Par contre, les agents de maîtrise, syndiqués à la C.G.C., étaient violemment contre la grève. Cela faisait bien rire les cadres, qui eux aussi syndiqués à la C.G.C. soutenaient la grève. Il faut dire que ces gens-là ne se mélangent pas, il y avait la petite C.G.C. des agents de maîtrise et la grande C.G.C. des ingénieurs qui eux avaient d'excellents contacts avec nous. On n'a jamais eu d'aussi bons rapports avec les cadres que pendant Mai 68. Ils trouvaient les agents de maîtrise « bêtes et réactionnaires », on leur faisait gentiment remarquer que c'était eux qui les avaient nommés ! Alors ça les refroidissait un petit peu !

— M.L. : Pourquoi les agents de maîtrise refusaient-ils de faire la grève ?

— S.B. : C'était un réflexe conditionné chez eux. La grève, ils en avaient horreur, ils ne pouvaient pas admettre de perdre de l'argent, ils étaient du côté du patron, c'était un réflexe primitif. Ne pouvant travailler, l'usine était occupée, ils allaient se faire inscrire au siège social de l'usine comme désireux de travailler.

— M.L. : Pourquoi vos rapports avec les cadres se sont-ils améliorés ?

— S.B. : Ce sont des gens intelligents. Comme nous, ils ont été surpris de l'ampleur du mouvement, non seulement à Creusot-Loire mais dans toute la France. Et eux aussi pensaient qu'après ce ne serait plus comme avant...

— M.L. : Quelles ont été vos relations avec les milieux étudiants ?

— S.B. : Il y a eu quelques contacts, quelques discussions à la porte de l'usine, une délégation de grévistes du Marais a participé à un meeting organisé par les étudiants à la Bourse du travail. Mais cela a posé quelques problèmes. Au syndicat C.G.T., il y avait une tendance assez sectaire qui s'opposait à tout contact avec les étudiants.

— M.L. : Comment tu expliques ce refus ?

— S.B. : C'était tout simplement le résultat de ce que disaient le parti



communiste, L'Humanité à propos des étudiants (des « gauchistes », des « provocateurs », des « aventuriers »). On se souvient de ce qui a été dit sur Cohn-Bendit...

— M.L. : Comment s'est déroulée la reprise du travail ?

— S.B. : Cela n'a pas été facile. Après 4 semaines de grève, à la mi-juin la reprise a été possible à partir du moment où les revendications ont été satisfaites, pas intégralement, mais c'était déjà considérable pour l'époque.

Nous avons obtenu 105 F d'augmentation par mois, 640 F pour le salaire mensuel garanti, le paiement des jours de grève, une réduction du temps de travail. Tout cela n'était pas négligeable quand on voit alors les gains des grèves précédentes. Il est sûr que le « tous ensemble » plus longtemps, plus fort aurait pu nous mener beaucoup plus loin. Les appareils syndicaux ont favorisé la reprise du travail. On peut d'ailleurs remarquer qu'ils invitent souvent les travailleurs à l'action mais dès qu'il y a une lutte importante ils n'ont rien de plus pressé que de faire reprendre le travail pour rétablir la « paix sociale » comme ils disent...

La reprise du travail n'a donc pu se faire que grâce à des magouilles, des manœuvres, par exemple en diffusant des fausses nouvelles : telle entreprise a repris le boulot, alors que c'était faux. Les gens ne voulaient pas reprendre le travail. La grève, c'était la fête.

— M.L. : Les rapports sociaux dans et hors l'entreprise ont-ils changé après la grève ?

— S.B. : Il y a eu un changement dans le travail, les rapports hiérarchiques se sont améliorés. Mais cela n'a pas duré longtemps.

Les patrons devaient quand même lâcher du lest. Ils ont tiré les leçons de Mai 68 en diminuant le rôle de la maîtrise, en instaurant la participation, l'intéressement aux bénéfices.

La vie syndicale a repris son train-train comme avant. Mais après 1974, c'est le déclin, non pas en influence mais en adhésions. C'est de cette époque-là que date le déclin de l'organisation syndicale dans une usine comme le Marais.

— M.L. : Tu as une explication ?

— S.B. : Il n'y en a pas qu'une : l'illusion du « programme commun » (revendiquer c'est bien, la gauche au pouvoir c'est mieux) a sans doute été marquante. Moi, je situe le déclin à ce moment-là, sans peut-être pouvoir tout expliquer, c'est une constatation. Pour les changements hors de l'entreprise, la question est difficile, il faudrait observer les choses de plus haut, de plus loin, peut-être, pour se rendre compte. Pour résumer, je dirais grâce aux luttes des femmes : l'extension des libertés individuelles. Je pense que ça c'est le résultat de Mai 68.

Propos recueillis par « Chronique syndicale »

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

GUATEMALA

Les villages de Big Brother

ESCIPULAS : un faubourg de Guatemala Ciudad où furent signés les accords de paix entre les cinq pays centro-américains en août 1987. Pour l'instant, un seul résultat d'importance : les négociations de cessez-le-feu au Nicaragua entre contras et sandinistes. Au Honduras et au Salvador, la répression s'est durcie. Au Costa Rica se développent les groupes paramilitaires liés à la police. Au Guatemala, le gouvernement civil, soumis à l'armée, cherche à se maintenir en s'appuyant sur le patronat, voire sur les syndicats en rétablissant le dialogue avec eux.

Malgré les accords d'Escipulas, le gouvernement de Vinicio Cerezo n'a fait relâcher aucun prisonnier politique. Et pour cause : les 40 000 disparus ont été enterrés sous le signe « XX » par l'armée guatémaltèque, qui a judicieusement choisi le modèle de casque des nazis. Actuellement, les massacres sont de préférence laissés aux paramilitaires (les mêmes militaires avec un autre uniforme), car après les bombardements massifs de 1987, Cerezo recherche le soutien financier et politique de la social-démocratie internationale et des gouvernements occidentaux. Un vernis démocratique pour limiter le chaos économique !

Le génocide engagé contre les 4 000 000 d'Indiens, soit 60% de la population, est entré dans la phase de l'acculturation. La communauté indienne est complètement détruite : 1 000 000 d'Indiens ont été déplacés, 100 000 se sont réfugiés au Mexique, un grand nombre de villages a été rasé, les cultures vivrières (maïs et haricots) se retrouvent souvent en friche. De plus, un tiers de la population est au chômage et celui-ci frappe en priorité les Indiens, victimes d'un racisme violent.

Mais, des organisations paysannes indiennes se fortifient et la guérilla survit. Aussi, pour l'armée, l'Indien reste un « subversif ». Il est « autre », donc dangereux. Il faut donc le contenir, le civiliser. Elle emploie une stratégie double : dans un premier temps, liquider les « subversifs » et quadriller, dans un second temps, faire intérioriser par l'Indien sa nouvelle situation et le faire participer à son propre génocide. Les villages modèles représentent l'aboutissement de cette stratégie.

L'aliénation spatiale

Le village modèle est un village nouveau : l'ancien village a été rasé. L'urbanisme est simple comme

celui d'une caserne de baraques : le schéma des rues est une grille. Cette disposition permet aux patrouilles de repérer les mouvements de foule et de progresser sans problème pour les réprimer avec des véhicules. La nuit, ces rues sont abondamment éclairées par des installations électriques coûteuses. Les édifices où se regroupent les habitants, comme les maisons communales, les écoles, les églises, sont tous placés en dehors du village, près du poste militaire.

La maison traditionnelle n'existe plus. Désormais, chaque unité de construction est un baraquement recouvert de tôle. Avec en prime l'abrutissement procuré par le soleil tapant sur la tôle ! Et puis, le patio, lieu frais de détente et de convivialité, est supprimé car foyer de discussions, voire d'organisation, à l'abri des regards, des patrouilles.

Nous sommes donc en présence de camps de concentration, sans les barbelés ni les miradors. Mais il ne manquera pas de politiciens européens pour s'émerveiller des progrès qui permettent aux primitifs de profiter enfin du confort avec de vraies maisons si propres, avec la fée électricité courant partout, avec des rues si claires, etc. Ce sont ces mêmes messieurs qui nous ont fait

sortir de nos ruelles tortueuses et malfamées, héritées du Moyen Age, pour nous faire connaître le charme des cités H.L.M. et des voies express, à l'ombre des centrales électriques.

1984 s'est réalisé au Guatemala en... 1984, année où finissent les massacres gigantesques du général mystique Rios Montt. La guérilla y a perdu beaucoup de ses liens avec la population indienne traumatisée. Neuf cent mille Indiens ont été enrôlés dans les « patrouilles d'autodéfense civile » qui commencent à être armées sérieusement. On assiste donc à un paradoxe tragique : les Indiens sont désormais organisés en groupes paramilitaires pour débuser les « subversifs », c'est-à-dire eux-mêmes !

Comment l'Etat a-t-il pu en arriver là ? C'est le désarroi profond de ces Indiens qui est le terreau de cette aliénation. Les conditions bouleversées de l'environnement ont réduit les pratiques culturelles ancestrales : les repères spatiaux sont devenus incompréhensibles et dénués de sens. De plus, les villageois modèles se consacrent aux cultures d'exportation (asperges, choux, etc.), qui n'ont aucun lien avec les habitudes quotidiennes. Enfin, tous ces Indiens sont sans papiers et ne peuvent donc quitter le village. Quant à

l'analphabétisme, il touche toujours 91% d'entre eux.

L'armée essaie de faire progresser chez les Indiens, qui ne sont déjà plus eux-mêmes, l'idée que leur situation s'est améliorée. Que leur s'était dégradée à cause des « hommes des montagnes » (les guérilleros). Qu'elle est devenue meilleure après la défaite militaire de la guérilla, avec la fin des massacres, et surtout grâce à Cerezo depuis 1986. Car dans le jargon démocrate-chrétien du cru, ces villages sont des « pôles de développement ».

Gageons que l'Oncle Sam, spécialiste es-génocides, saura apporter aux Indiens les caisses d'alcool frelaté pour achever ce chef-d'œuvre de barbarie. Le gouvernement des Etats-Unis a transformé une de ses républiques bananières en un laboratoire sophistiqué de répression avec l'aide des spécialistes israéliens. L'armée guatémaltèque se renforce grâce aux équipements ultra-modernes et classiques fournis par les Etats-Unis, Israël, et même la R.F.A., qui n'hésite plus à aider un gouvernement démocrate-chrétien. Les bourreaux ne sont pas seuls, alors ne laissons pas les Indiens du Guatemala seuls !

Xavier MERVILLE
(Gr. Pierre-Bernard)

BERLIN

Pas d'autoroute chez les lapins

UN campement, des huttes, des tentes sur lesquelles flottent des drapeaux rouges, noirs et rouges et noirs, des sigles anarchistes, de grandes banderoles « non à l'autoroute », « nous resterons ici »... La scène se déroule à Berlin-Est... et pourtant, du côté ouest du mur.

C'est ce casse-tête historico-géographique qui est à l'origine de la lutte, bien décidée, d'environ 150 jeunes, qui occupent la zone

dite « Dreieck Lenne », tout contre le mur de Berlin.

Un bref rappel historique est indispensable pour comprendre la lutte des occupants de ce terrain vague, qui a commencé le 25 mai dernier. En 1945 : le tout dernier bastion du nazisme se situe exactement dans la zone actuellement occupée. A l'issue des combats, elle échoit à Berlin-Est, sous occupation soviétique.

Les années passent, l'herbe, puis les arbres poussent, puisque rien n'est reconstruit. En 1962, Berlin est à nouveau déchirée, coupée en deux par le mur. Or, le mur n'entoure pas la totalité de la partie est, et les constructeurs du mur jugent inutile d'englober cette parcelle de terrain en friche. L'herbe continue à pousser, les lapins prolifèrent dans les broussailles... Jusqu'en 1988, où les deux Allemagne décident de procéder à un échange de terrain. Et la zone de verdure intéresse tout particulièrement Berlin-Ouest, qui prévoit d'y prolonger l'autoroute. L'échange ne sera matérialisé que le 1^{er} juillet prochain.

Mais dès que la nouvelle a été connue, les écologistes et les autonomes berlinois ont occupé la zone. La défense de l'environnement est un moteur essentiel de la lutte politique, en Allemagne fédérale. Les policiers berlinois ne s'y sont pas trompés, et encerclent le camp... A défaut de pouvoir y entrer, puisque la zone est encore sous contrôle de l'Allemagne de l'Est. D'autre part, ils infligent aux occupants une véritable terreur psychologique (500 flics encerclant le camp toute la nuit, et utilisant d'immenses projecteurs pour réveiller et tenter d'identifier les occupants).

Le 1^{er} juillet prochain, compte tenu de la hargne visible des flics, et de la détermination tout aussi tangible des occupants, le combat risque d'être rude. Avant d'intervenir à la matraque, la police ne peut qu'essayer d'infiltrer des indics et des flics en civil dans le camp, et expliquer, par l'intermédiaire de son service de presse (eh oui ! devant le camp encerclé, stationne un car de police portant une grande inscription « Presse », où les journalistes bien-pensants viennent chercher leurs informations), que les occupants seront évacués pour leur propre sécurité, car le terrain vague contient peut-être encore des mines, des bombes et des obus datant de la dernière guerre. Affaire à suivre...

Pascale CHOISY



BRÉSIL

Les Yanomani en danger

Le glas aurait-il sonné pour le peuple indien Yanomani ? Une chose est sûre, d'après les dernières informations reçues : la situation est dramatique. En effet, depuis plusieurs mois plus de 20 000 chercheurs d'or ont littéralement envahi ses terres traditionnelles dans la région du Couto de Magallanes. Les épidémies de tuberculose, d'oreillons et de maladies sexuellement transmissibles vont sans aucun doute se multiplier alors qu'une cinquantaine d'indigènes sont déjà décédés de la grippe. Actuellement, 100 à 200 nouveaux immigrants arrivent chaque jour par avion. D'ailleurs, l'armée a récemment agrandi l'une des deux pistes officielles, tandis qu'il est question d'en construire deux autres ainsi qu'une cinquantaine d'aïres d'atterrissage pour hélicoptères ! L'éco-système géré par les Indiens (agriculture sur brûlis, chasse) est en péril : le gibier s'est enfié tandis que les cultures sont pillées par les prospecteurs. L'affrontement est donc inévitable.

Les Yanomani représentent l'un des plus grands groupes indiens d'Amazonie, vivant au nord du Brésil et au Sud du Venezuela. La situation présente est l'aboutissement d'un processus qui ne cesse de se dégrader depuis de nombreuses années. Déjà en 1979, le gouvernement avait dû retirer un plan de morcellement de son territoire (70 000 km²) face à une importante campagne de mobilisation au niveau mondial. Ce n'est que trois ans plus tard que le projet de réalisation d'un « parc indigène » se mit difficilement en place. Néanmoins, bien qu'un décret ministériel interdisait à toute entreprise privée de s'y installer, routes et extractions minières apparaissent dans le paysage équatorial. En 1983, 4 000 chercheurs d'or étaient déjà sur place.

Le gouvernement brésilien porte l'entière responsabilité de la situation actuelle. Après avoir déclaré qu'il évacuerait les garimpeiros, il a commencé par expulser les équipes médicales au sein des communautés indiennes. D'ailleurs ces événements ne feraient-ils pas partie du projet « Calha Norte » ? Celui-ci envisage le « développement » d'immenses zones de l'Amazonie afin d'exploiter les richesses du sous-sol.

Les intérêts privés locaux liés à la politique du pouvoir entraînent l'anéantissement tant social que culturel des peuples indiens. Il est grand temps que cela cesse !

JEAN-CLAUDE (Gr. Kropotkine)

Sources : Survival International, 16, rue Littré, 75006 Paris.

REVUE DE PRESSE

• « Comunidad » n° 64 (journal des exilés uruguayens en Suède). Au sommaire : Mai 68, 20 ans après ; qui sommes-nous ? ; le pouvoir politique et la femme ; à la recherche d'une utopie ; autour des communautés ; réflexions écologiques sur la technologie et la société.

• « A Batalha » n° 121 (Portugal). Au sommaire : l'anniversaire de l'insurrection du 18 janvier 1934 ; contre la servitude ; l'évolution de l'Etat et le mouvement ouvrier ; les parias du syndicalisme face aux nouvelles technologies ; la grève est un droit ; femmes libertaires ; solidarité internationale avec le Brésil ; le 18^e congrès de l'A.I.T.

• « Testimonios » n° 4 (Mexique). Au sommaire : les Indiens ; histoire de la révolution mexicaine ; le 6^e congrès de la C.G.T. mexicaine (historique) ; Bakounine et l'organisation ; qu'est-ce que l'éros ? ; majorités et minorités ; le travail de la communauté de l'Arca ; Kronstadt (1921) ; le Fédération anarchiste socialiste révolutionnaire (Etats-Unis) ; art et révolte.

• « Black Flag » n° 181 (Grande-Bretagne). Au sommaire : syndicalisme minier et mesures anti-grèves ; aborigènes d'Australie ; les services de sécurité au service du secteur privé ; les partisans anarchistes dans l'Italie fasciste.

Brèves : luttés en Espagne

- La C.N.T. a gagné les conflits de l'entreprise sucrière de Jerez (Cadix) et celui des travailleurs de la Sécurité sociale de cette même ville. Dans la première lutte, il y a eu réintégration des licenciés.
- A Jerez toujours, une lutte pour un salaire décent se développe parmi les travailleurs de la cafétéria de l'hôpital de la ville, adhérents à la C.N.T.
- Trois compagnons de la C.N.T. de Madrid seront jugés le 21 avril pour leur participation à des actions de solidarité avec la grève des hôpitaux.
- La C.N.T. de Catalogne continue sa lutte dans le secteur des transports.
- Réouverture du local de la C.N.T. à La Corogne (Galice), de nouveaux locaux pour la C.N.T. à Tolède et dans plusieurs localités de Castille.
- Pour le dixième anniversaire de l'assassinat, à la prison de Carabanchel, du compagnon Agustin Rueda, des manifestations avec un bon niveau de participation ont été organisées dans les villes de Saragosse, Madrid, Barcelone, Valence et Bilbao.
- Le 1^{er}-Mai, plus de 25 manifestations ont été organisées dans les principales villes d'Espagne par la C.N.T.
- Plus de 270 000 enseignants du primaire et du secondaire sont en lutte depuis plus de deux mois... Aujourd'hui, la grève générale est illimitée et le syndicat socialiste a été exclu du comité de grève national pour sa tentative de sabotage du mouvement (voir pour plus d'informations sur cette lutte très importante l'excellent article paru dans le numéro du mois de mai de *Solidaridad Obrera*, journal de la C.N.T.-A.I.T. de Catalogne).

Relations internationales

BRÉSIL

La ligue syndicale

Il n'est sans doute plus besoin de vous présenter la Centrale ouvrière brésilienne (C.O.B.), adhérente à l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.), dont nous avons déjà beaucoup parlé dans nos colonnes.

Un des délégués de la C.O.B. est venu en France, en avril dernier, et a notamment participé à un débat organisé par la Confédération nationale du travail française (C.N.T.F.), en son local parisien, sur la situation des travailleurs au Brésil.

Nous vous transmettons, ci-dessous, une partie de ce qui s'est dit lors de cette réunion publique, le 28 avril dernier. La « ligue » dont parle notre compagnon brésilien est le regroupement d'un certain nombre de travailleurs ne se reconnaissant pas dans les syndicats officiels et s'étant organisés pour lutter contre la répression dans cette prétendue « démocratie brésilienne ».

Relations internationales

La ligue organise régulièrement des assemblées hebdomadaires ouvertes à tous les travailleurs, dans lesquelles se discutent les moyens de lancer une action, compte tenu du fait que contre ces travailleurs se trouvent les syndicats, la police et la direction de l'entreprise.

En 1986, année électorale au Brésil, le syndicat officiel se rend compte qu'il est en train de perdre le contrôle des travailleurs. Comme le président du syndicat officiel est aussi député, il trouve que ce n'est pas le bon moment pour perdre le syndicat. Il convoque alors une réunion de négociation avec la direction, à laquelle seuls peuvent participer les membres du syndicat officiel.

La ligue, ayant réussi à connaître la date et le lieu de cette réunion,

distribue des tracts appelant tous les travailleurs à aller à la réunion. Ainsi, alors que seulement 50 délégués du syndicat officiel devaient se réunir, c'est plus de 700 travailleurs qui ont répondu à l'appel de la ligue, en entrant dans le siège du syndicat officiel et en appelant à la grève.

Une mauvaise provocation

La direction de l'entreprise sait qu'il y a beaucoup d'anarchistes dans cette ligue et les appelle « bordéliques », voire « violents ». Et ainsi, lorsque les ouvriers entrent dans le local du syndicat et que la réunion va commencer les lumières sont éteintes. La direction pensait qu'ainsi les anarchistes allaient mettre tout le local en miettes, et que la police n'aurait plus qu'à les enfermer, avec toute la récupération politique qui aurait pu s'en suivre.

En fait, durant les 10 minutes pendant lesquelles les lumières sont restées éteintes, il y a eu un silence absolu. La ligue avait d'ailleurs abordé, lors de ses réunions préliminaires, ce genre de réactions possibles de la part de la direction. Le comble, évidemment, c'était de voir que, lorsque les lumières ont été rallumées, les dirigeants du syndicat officiel avaient disparu et que la police était là. Ils pensaient donc qu'il y aurait des voies de fait, et que par conséquent les anarchistes seraient arrêtés.

A la suite de cette réunion, le syndicat officiel fut complètement disqualifié, et il apparut qu'il ne pouvait être considéré comme un interlocuteur valable. Il fut décidé d'une assemblée générale des cheminots dans la rue et de nommer un comité dont 4 membres sur 5 font partie de la ligue. A cette assemblée se rendent 1 500 travailleurs. La ligue propose alors une grève pour le 3 novembre ; le syndicat officiel et son président proposent eux une grève pour le 30 novembre, sachant que, le 15 novembre, des élections doivent avoir lieu.

La ligue fait attention à ne pas créer des violences dangereuses pour les travailleurs et le mouvement qui permettraient au gouvernement de les taxer de terroristes. Cette assemblée, qui a eu lieu dans la rue fut dissoute brutalement par la police. Ceux qui réussirent à se retrouver se rassemblèrent à la gare de « La Lumière », où eut lieu une importante réunion. Il y fut décidé de mener des actions d'information, entre le 28 octobre et le 3 novembre, auprès des travailleurs et de ne pas faire de grève dans ce climat de violence répressive, ce qui aurait éloigné les travailleurs.

Attaqué de toute part

Le 3 novembre, 4 000 travailleurs se réunissent. Un comité de grève est nommé, dont le mandat devait s'achever à la prochaine réunion, et il est décidé d'expulser le syndicat officiel de la lutte. Les travailleurs se trouvaient ainsi seuls, puisque ce mouvement étonnant, qui s'opposait au syndicat officiel, se voyait attaqué de toute part : la gauche les accusait de déstabiliser le processus de démocratisation ; la droite, de faire sombrer le pays dans « l'anarchie » ; la presse les attaquait aussi.

Le début de la grève, le 4 novembre, à 24 h, commence par de violents affrontements avec la police et l'armée ; le syndicat officiel intervient tous les quarts d'heure sur les radios pour « dénoncer cette grève illégale », et rappeler les gens au travail, leur promettant qu'ils ne seraient pas inquiétés par la police. Cinquante arrestations eurent lieu, 9 personnes furent poursuivies comme anarchistes et risquent des peines de prison de 2 à 6 ans. Lors de ces affrontements, la gauche et les organisations humanitaires disparaissent de la scène ; les communistes se chargeant de livrer les travailleurs qui les gênaient à la police et aux fascistes. (Fin de la première partie).

La suite de cet article paraîtra dans le prochain numéro de « Monde libertaire »

Mort de Nisse Laett

Ce 14 janvier est mort Nisse Laett, à l'âge de 80 ans, un des fervents défenseurs de l'anarcho-syndicalisme en Suède. Né le 30 décembre 1907, il travailla dans des professions différentes, notamment comme marin : c'est à Bilbao qu'il fit connaissance avec l'anarcho-syndicalisme. Pendant la révolution espagnole, il lutta dans le groupe international de la colonne Durruti et perdit un œil.

Ensuite, il travailla dans une commune agricole à Fabara. Revenu en Suède, il s'opposa au cours réformiste qu'allait prendre la S.A.C. (Sveriges Arbetare Centralorganisation), le grand syndicat suédois, chemin qui mena aussi à la démission de cette organisation de l'A.I.T. Nisse Laett parlait traditionnellement à la manifestation du 1^{er}-Mai de la S.A.C. tous les ans à Göteborg, malgré la tentative répétée de certains d'abolir cette coutume. Nisse Laett était un camarade optimiste, qui lisait beaucoup et commençait encore récemment à réapprendre l'espagnol. Sa maison était ouverte à tous les camarades. Après une opération grave, il organisait encore des réunions et des cours sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme dans sa maison.

Relations internationales

Soutien mode d'emploi

Mario Ines Torres dont nous vous avons parlé à de nombreuses reprises (voir notamment les numéros 687, du 24 décembre 1987, et 709, du 26 mai 1988, du « Monde libertaire ») est toujours incarcéré en Espagne, dans l'attente de son jugement. Vous pouvez demander sa libération :

• auprès de l'ambassade d'Espagne, 13, avenue George V, 75008 Paris (tél. : 47.23.61.83) ;

• auprès du directeur de la prison de Alcalá de Meco, Sn Director, Centro penitenciario de Meco, Carretera de Meco Km 5, 28800 Alcalá de Henares, Madrid, Espagne.

L'adresse de Mario est la même, précisez après le nom « Modulo 1 ».

Relations internationales

Mexique

Un ex-para mexicain dévoile sa participation à des massacres. Au bout d'un certain temps, il a été envoyé par hélicoptère dans la municipalité d'Atoyac, au nord d'Acapulco, pour réprimer un mouvement de paysans. Son escadron a ramené huit paysans à la prison du camp numéro un, la tête couverte par une cagoule. « Nous avons reçu l'ordre de les faire disparaître. Les gens étaient habitués d'entendre des bruits de rafales dans le champ de tir. Ils ne se sont pas posés de questions quand nous avons criblé les prisonniers de balles de calibre 7,65 mm. Il fallait que les corps et les visages deviennent méconnaissables (...) ».

Les Etats-Unis dénoncent le démon dictatorial cubain, mais ne soufflent mot du mexicain. Y aurait-il là encore des bons et des mauvais dictateurs ? Pendant ce temps, des paysans et d'autres travailleurs sont massacrés au Mexique dans l'indifférence démocratique du « monde libre »...

Infos envoyées par notre correspondant au Mexique

Un anniversaire à Florence

Il y a 10 ans, le 1^{er} mai 1979, les anarchistes florentins tentaient une démarche originale. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les groupes anarchistes de Florence avaient du mal à occuper un local fermé. En particulier, il leur était impossible de récupérer leurs locaux fermés par le fascisme. Toute démarche auprès de la municipalité restait vaine.

C'est pourquoi, après avoir mené une enquête auprès de tous les locaux municipaux inoccupés, ils se présentèrent aux premières heures du matin du 1^{er} mai 1979 devant un bâtiment au 2, Vicolo del Panico (voir photo). Après avoir démolé le mur qui obstruait l'entrée principale, ils occupèrent les locaux. Malgré l'arrivée des forces de police, ils réussirent à se maintenir dans les lieux. Aujourd'hui l'occupation dure toujours.

Relations internationales



FORUM

« De la raison ironique », de R. Dadoun

Samedi 18 juin 1988, à 16 h, la librairie du Monde libertaire organise un forum-débat à partir du dernier bouquin de Roger Dadoun : *De la raison ironique*, paru aux éditions « des femmes ». Ce livre reprend une vingtaine de textes qui sont un prétexte pour éclairer les uns par rapport aux autres les pensées, les œuvres de penseurs aussi diverses que celles de Freud, Pelloutier, Duchamp, Nietzsche, Péguy, Orwell, Barthes, Michaux, Groddeck, Panaït Istrati, Romain Rolland, Reich, etc., et Conan Doyle ! Le fil conducteur : la raison ironique, la bonne vieille raison des matérialistes et des rationalistes, mais la raison qui sait se moquer d'elle-même et qui saurait se faire excuser d'exercer une tranquille tyrannie dans le monde de la connaissance. La recherche des correspondances entre les pensées diverses peut conduire à d'étranges rapprochements. Est-ce que l'on peut trouver des fermentes d'anarchie dans le Talmud ou chez certains bouddhistes ? Ce sont quelques-unes des nombreuses questions que nous vous invitons à venir poser à notre invité, samedi 18 juin, à 16 h, au 145, rue Amelot, Paris 11^e. Pour vous mettre en appétit, ci-après un texte, extrait du chapitre : « Réserve intense d'événements pour une nouvelle anarchie ».

Yves PEYRAUT

De la raison ironique, de R. Dadoun, aux éditions « des femmes », en vente à la librairie du Monde libertaire (90 F).

EN Pelloutier, présence manifeste et réservée latente s'entrecroisent et se conjuguent pour donner à ses actes et à ses écrits leur coloration singulière, leur obscur rayonnement. Il assume avec précision, efficacité et passion ses tâches politiques et syndicales ; au cours des années 1890 et jusqu'à sa mort en 1901, à l'âge de trente-trois ans, il poursuit l'organisation et l'extension des Bourses du travail, qu'il dote surtout d'un projet sociopolitique global et cohérent. Il élabore les principes de l'action directe et de la grève générale révolutionnaire, qui forment deux pivots historiques et théoriques majeurs de l'anarcho-syndicalisme : l'action directe est un processus concret qui permet aux travailleurs exploités de créer leur propre espace de disponibilité, afin de pouvoir disposer d'eux-mêmes, de ne plus être à la disposition d'autres capitalistes ou politiciens. Plus profondément encore : l'action directe, idéalement, arrache le travailleur à son propre soi aliéné ; l'action est véritablement directe en ce qu'elle va de soi à soi, dans une construction de soi qui est construction de société, et réciproquement.

La grève générale et l'action directe

La grève générale est la composition organique, complexe et dynamique des facteurs et éléments implicites dans l'action directe ; elle est à celle-ci ce que la durée est à l'instant. Instrument sans nul doute entre les mains du prolétariat, elle est surtout une stratégie globale impliquant une vision du monde — ce pourquoi Georges Sorel, qui suit avec une extrême attention les pratiques et figures de l'anarcho-syndicalisme à l'époque de Pelloutier, peut parler de *mythe*. Non pas pour gonfler, baudruque, le réel d'on ne sait quelles imaginations, mais bien au contraire pour enrichir, intensifier le réel de tous les pouvoirs de l'imaginaire. Concrètement ancré dans le statut social existentiel du travailleur comme producteur exploité, le principe de la grève générale tend à exprimer le soi temporel du prolétariat dans toute son amplitude — amplitude telle qu'elle implique son identification avec l'humanité toute entière : le passé est intégré, comme expérience de vie et de survie, tradition de lutte, matériau de savoir, mémoire ; le présent vibre de tout l'intolérable de l'exploitation, il est ensemble agonie effrayante et incroyable renaissance, tendu qu'il est vers un futur toujours fuyant, toujours ajourné ; le futur est présence d'un

« principe Espérance », selon Ernst Bloch ou selon Charles Péguy, principe qui exprime le potentiel de créativité inscrit au cœur de la réalité humaine. La grève générale s'apparenterait, à ce stade ultime, au *Shabbat* universel dont le Talmud affirme qu'il accomplirait la venue du Messie — étant entendu que la grève générale se veut non une réalité messianique et une espérance mythique, mais la mise en œuvre sociale et historique d'un messianisme réaliste, voire positiviste, mise en acte d'une espérance armée.

Les textes où Pelloutier expose ses réflexions ont l'allure de manifestes politiques et de travaux sociologiques et historiques (*Qu'est-ce que la grève générale*, 1895 ; *L'Organisation corporative et l'anarchie*, 1897 ; *Le Congrès général du parti socialiste français*, 1900 ; *Histoire des Bourses du travail, origine, institutions, avenir*, préface par Georges Sorel, 1902, etc.). Mais, soulignons-le à nouveau, l'acte de présence qu'ils constituent, en intime liaison avec les pratiques de Pelloutier, n'absorbe pas l'extrême richesse d'idées, d'intuitions, d'images, de projets, de passion et de raison qu'ils recèlent et qui subissent une sorte de processus de mise en réserve, de latence — à quoi participent les répressions, les dénigrements et les destructions opérées autant par les adversaires de classe capitalistes que par les socialistes parlementaires et autoritaires. Matrice d'une véritable anthropologie anarchiste, la réserve de valeurs constituée ainsi par l'événement Pelloutier (qui n'est pas seulement un anarchiste, un anarcho-syndicaliste, mais aussi et surtout les racines et entrelacs qui viennent s'y incarner et y figurer) semble devoir faire retour aujourd'hui (*retour du refoulé anarchiste*) pour porter les élans obscurs et tenaces vers une nouvelle anarchie.

Au plus près du réel

Là où rumeurs et calomnies à langue de bois ou de papier gras prétendent ne voir au mieux qu'utopies et rêveries « poétiques », nous déchiffrons un effort persévérant, quasi héroïque, pour se tenir au plus près du réel — un réel perçu non comme une simple croûte de faits et de choses, mais dans son âpreté irréductible et ses potentiels multiformes. Ainsi, lorsqu'il avance le « principe de la lutte des classes », Pelloutier prend soin de se tenir à distance de la « théorie », revendique un « empirisme » prolétarien, évite le piège — où tombent depuis des générations d'innombra-

bles intellectuels et politiciens théorisant et terrorisant la révolution — de ce que Péguy moque sous le nom de « luttisme-de-classisme », pour aboutir à cette remarquable intuition pragmatique et psychopolitique : le principe de la lutte des classes comme « moyen de préservation contre l'invasion des *petits-bourgeois* socialistes... La lutte des classes ne nourrit pas une guerre de classe justifiant tous les meurtres — elle fonctionne avant tout comme un instrument de clarification contre le confusionnisme (*petits-bourgeois* socialistes), comme un principe de rationalité politique.

La « culture de soi-même » posée comme idée directrice de l'individualisme anarchiste suppose et appelle un travail d'éducation systématique. Education politique globale définie par Pelloutier dans son appel pour le 1^{er} mai 1895 :

« La mission révolutionnaire du prolétariat éclairé est de poursuivre plus méthodiquement et plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes fiers et libres. »

« Une société d'hommes fiers et libres », c'est-à-dire une société d'hommes, une société humaine dans la plénitude du terme — non pas d'un homme dont l'essence serait donnée, dès le départ, et qui, en quelque sorte, se dévoilerait, se révélerait (avatar humain d'une divine révélation !), mais d'un homme voué à la précaire, toujours incertaine construction de soi, qui ne saurait dès lors être conçue autrement que comme l'objectif primordial de l'expérience individuelle et du travail social. Rien à ce jour ne pourrait remplacer le projet anthropologique d'éducation que Pelloutier expose en ces termes :

« Il faut que l'instruction intégrale soit donnée à tous les enfants et que les études absorbent jusqu'à la vingtième année. L'intérêt de la collectivité n'est pas, en effet, que l'enfant se livre au travail dès son extrême jeunesse, sans s'y être préparé physiquement et intellectuellement. L'essentiel est que, grâce à une instruction scientifique et à une habileté professionnelle consommée jointes à une solide culture littéraire et artistique, il puisse perfectionner les instruments mécaniques pour améliorer son sort matériel et goûter les belles œuvres pour fortifier son esprit, réaliser, en un mot, la condition du bonheur, qui est d'ordonner la vie de la manière la plus conforme aux besoins de l'organisme humain. »

La liberté de l'enseignement

(Nous noterons, en passant, pour satisfaire à une immédiate et persistante actualité, la position de l'anarchiste Pelloutier sur la liberté de l'enseignement : « Il faut enfin que l'enseignement soit absolument libre. On conçoit que l'Etat, représentation d'une caste, cherche à consolider son pouvoir par un enseignement politique, philosophique et religieux dont il soit l'inspirateur et le surveillant. (...) Mais, et là-dessus point de contestation possible, la mainmise de l'Etat sur l'enseignement n'est qu'un moyen de contrainte, d'asservissement, une garantie de sécurité, que la concentration favorise en dressant le personnel administratif à recevoir les ordres et à propager les doctrines de tout parti politique triomphant, et qui offre les dérivatifs aux diffi-

cultés économiques, le péril matérialiste ou le péril clérical servant, suivant le cas, à détourner le mécontentement public. »)

A puiser plus avant dans les réserves de Pelloutier, nous rencontrons des thèmes qui annoncent les projets de libération sexuelle dont Wilhelm Reich se fera l'ardent défenseur, et jusqu'aux propositions d'Ernest Borneman décrivant dans *Le Patriarcat* une sorte de putsch culturel primordial au cours duquel les hommes s'assurèrent la domination des femmes, évincées des structures déterminantes de la vie sociale. Le principe même de toute position féministe est défini, et souligné, par Pelloutier en ces termes : « En thèse générale, la femme est l'esclave de l'homme. Quelle que soit sa condition sociale, patriarcale, bourgeoise ou plébéienne, les lois, les coutumes et les mœurs l'obligent à recevoir de son compagnon appui matériel et protection morale ! »

La liberté sexuelle

Avec une égale netteté, il revendique la liberté des relations sexuelles — une liberté qui n'est en rien privilégiée, mais s'inscrit dans le réseau global de libertés visant à l'« épanouissement parfait de l'individu » :



« Nous demandons simplement pour l'union des sexes cette liberté que nous réclamions hier et que nous réclamerons demain pour toutes les manifestations de l'individualité (...) liberté des sexes et indépendance économique de la femme : tels doivent être, à notre sens, les éléments régénérateurs de la famille moderne. »

La sexualité libre que réclame Pelloutier s'identifie de toute évidence avec ce que Reich nomme la « sexualité naturelle » : pouvoir biologique fondamental, capable de résister (il éclate et agonise, mais ne cède pas !) à toutes les déformations culturelles et aux manipulations des pouvoirs socio-politiques. Car ces derniers, quand ils ne peuvent contraindre et asservir la sexualité en la refoulant, la sublimant ou la convertissant dans les formes multiples d'hystérie, tentent d'en jouer à l'aide d'une libération calculée, masquant les oppressions et répressions actives en d'autres domaines. En dénonçant les formes dégradées de sexualité que les cultures hégémoniques jettent en pâture aux foules, Pelloutier adopte la même position qu'un George Orwell décrivant dans son roman, 1984, l'institution étatique du « Pornosec », ensemble de productions culturelles dont l'érotisme frelaté, misérable, borné et compulsivement répétitif entretient l'abaissement des « prolétaires ».

Toutes ces lignes de vie que Pelloutier trace dans le présent et pro-

jettes dans l'avenir convergent vers un même point focal, un même ardent foyer : la joie qui accompagne l'effort et le labeur de l'homme pressentant la plénitude de ses moyens, de son être. Ici, ce sont des accents nietzschéens — Nietzsche meurt un an avant Pelloutier — que nous fait entendre le secrétaire de la Fédération des Bourses du travail, qui a connu, plus que de raison, ce que sont l'épuisement au labeur, la misère, la mortelle souffrance de la chair. Peut-être parvient-il alors jusqu'au noyau ultime, ombilic de l'anarchie, éros qui ne se propose nul objet ni nul objectif autre que d'être un pur et allégre élan de révolte, la source même de tout soulèvement vital. L'anarchie est clairement définie par le « jouir » :

« L'anarchisme est tout simplement l'art de se cultiver et de cultiver les autres pour que les hommes puissent se gouverner et jouir eux-mêmes. Et les anarchistes (toute conception sociale mise à part) accompliraient chacun selon son tempérament l'utile besogne qu'implique cette définition. »

Une vie large

Marquant bien que le paraître — ce paraître qui est devenu aujourd'hui, peut-être, avec le fan-

tastique arsenal technologique dont il dispose, la figure suprême de la domination — constitue le « péril que court l'esprit de révolte », Pelloutier exalte une « vie large », à « conquérir à force d'audace, d'énergie et de travail », et, dans cette entreprise, il appelle les « réfractaires à goûter cette joie exquise de l'homme qui méprise les séductions sociales ».

Lorsque, se dégageant quelque peu des hantises, des peines et des attentes du présent, Pelloutier se laisse aller à caractériser la « société future », ce sont, significativement, les enfants et les femmes — les « enfants de l'avenir » chers à Nietzsche et à Reich ? l'enfant-ère de l'homme cher à Georg Groddeck ? les femmes créatrices de civilisations chères à Borneman ? — qui occupent la scène de l'avenir, un avenir qui renoue avec un lointain et peut-être mythique anarchisme matriarcal :

« Cette société (future), qui, par sa constitution même, ne pourra s'intégrer dans les relations mutuelles des individus, aura pour unique tâche de pourvoir à la subsistance et à l'instruction des enfants, dont l'éducation sera confiée aux femmes. Il nous est possible d'établir en cette étude déjà trop longue les incontestables avantages du matriarcat. »...

Roger DADOUN
(« De la raison ironique »)

Les intertitres sont de la rédaction.

=====
souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.
=====

NOTE DE LECTURE

Deux livres importants de M. Rajsfus

VOICI deux livres de M. Rajsfus, parus pratiquement coup sur coup. Ce sont deux livres importants, unis, malgré la différence des thèmes, par un même mode de traitement du sujet (l'esprit d'enquête, la vision profondément humaniste) et une même arrière-scène toujours présente : l'oppression.

Un jeudi noir

De quoi s'agit-il ? Dans *Jeudi noir*, Maurice Rajsfus retrace la journée du 16 juillet 1942, journée de rafle des juifs à Paris et sa banlieue, vécue par l'enfant qu'il était. Fils d'immigrés juifs polonais, Maurice a treize ans lorsque, à 4 heures du matin, deux flics français frappent à la porte de l'appartement où vit sa famille, à Vincennes. Commence alors une journée fatidique pour près de 13 000 juifs vivant à Paris.

Maurice, par miracle, échappera dans la journée au voyage de ces milliers d'êtres humains vers la mort programmée, aucun des membres de sa famille n'en reviendra. Au-delà de l'émotion exprimée dans ce témoignage, c'est bien de « l'honneur perdu de la France profonde » (sous-titre du livre) dont il est question. Cette collaboration active entre des flics français sans laquelle jamais les autorités nazies n'auraient pu entreprendre une telle rafle, cette collaboration passive d'une population témoin et se taisant, cette collaboration *a posteriori* : le silence officiel des archives de la mairie, de la justice, de la police.

Ainsi, l'auteur met à nu les fils de la complicité, ce courant répugnant qui passait dans l'ensemble de la société française, il revient inlassablement sur le rôle de la ficelle (« *A l'instar du jésuite, le policier est obéissant comme un cadavre ; l'intelligence en moins bien sûr !* »). Signalons que cette enquête-

témoignage est complétée par des réflexions d'actualité sur le procès Barbie, procès « inachevé »...

Avec *L'ennemi intérieur* nous changeons de lieu et d'époque. Aujourd'hui la révolte palestinienne dans les territoires occupés est d'une actualité brûlante. Le livre de Rajsfus est l'un des rares, si ce n'est le seul, à faire le point sur cette question, grâce à des témoignages, des interviews, et une analyse de l'oppression israélienne issue de voyages en Israël et dans les territoires occupés en novembre 1987 (soit quelques semaines avant l'explosion de la « révolte des pierres »).

On l'aura compris, sa lecture est essentielle pour la compréhension des événements actuels. On lira notamment avec intérêt le témoignage de Hamdi, militant palestinien du camp de Deheicheh, les interviews de deux militants du dialogue entre juifs et Palestiniens (Warchavski, un des rares résistants juifs à l'oppression dont sont victimes les Palestiniens et Amin, ex-militant du F.P.L.P., qui a passé treize ans en prison, devenu non-violent et militant pour le dialogue). Bref, avec *Retours d'Israël*, du même auteur (voir *Monde libertaire* n° 685), *L'ennemi intérieur* constitue un document irremplaçable pour com-

prendre le problème israélo-palestinien.

Dans *Jeudi noir* et *L'ennemi intérieur* ce sont des mécanismes d'oppression très similaires qui sont mis en pleine lumière. Le fait troublant que le génocide juif ait pu servir, bien plus que le seul sionisme, à légitimer la création d'Israël et la répression des Palestiniens nous montre combien l'hydre de l'oppression peut agir sur quelque terrain que se soit.

LUC (Gr. Berkman)

De Maurice Rajsfus : *Jeudi noir*, Ed. L'Harmattan ; *L'ennemi intérieur*, Ed. La Brèche.



CINÉMA

« Le bruit et la fureur »

JEAN-CLAUDE BRISSEAU a mis 10 ans à fabriquer son film, qui a obtenu le prix du meilleur scénario à Cannes (c'est rare pour un film interdit aux moins de 18 ans...) : deux vies d'adolescents se déroulent au rythme saccadé des coups de fusil du père de l'un d'entre eux, qui a transformé son appartement en stand de tir, et des mots doux de la mère de l'autre, toujours absente.

Privés d'attention, l'un comme l'autre, ils vont tant bien que mal se rapprocher et devenir potes sans jamais se le dire. Mais, mais, le décor trop bien planté de la cité, de la classe de transition « pilote », des caves et du parking, finira bien par les bouffer. Leur amitié se nourrit de leurs deux solitudes en souffrance, mais pas de leurs différences lorsqu'ils cherchent à la combler.

Il y a un acharnement et une détresse que seuls des cris et des plans rapprochés peuvent traduire.

Ce film est difficilement racontable. Il y a bien sûr une histoire, plus proche de la tragédie grecque que de *Chiens perdus sans coller*, une destinée forte et violente préparée par la logique de l'action. Un genre de drame primitif où la logique justement n'a plus vraiment sa place.

Le sentiment d'impuissance se répand tout au long des séquences, devant ces personnages qui pètent de plus en plus leurs bouillons, le long de ces murs (saluons l'amour du détail qui a permis de rendre un « son H.L.M. » : les murs épais comme du papier à rouler, à travers lesquels on entend le bruit diffus d'autres vies abimées).

Et sans vouloir tomber dans le pédantisme ridicule, mais sachant que J.-C. Brisseau est ou était prof, on pourrait qualifier ce film d'Orestie moderne, à l'opposé de la tragédie des princes fous réservée à l'élite.

La folie et la mort

D'ailleurs *Le bruit et la fureur* a été par deux fois utilisé : par Shakespeare dans *Macbeth*, celui qui tue, règne et meurt par la folie, et par Faulker, histoire de ce frère fou dans cette famille folle du Sud.

En choisissant un tel titre a-t-il voulu nous annoncer qu'à présent

c'était là que la dynamique de l'exclusion se résolvait dans la folie et la mort, dans ces cités, dans les périphéries de grandes villes où nous, pauvres étrangers, verront le film ?

Comment savoir ? Devant un tel « échange » d'impuissances à déjouer le destin, devant une telle force d'acteurs (le seul connu est Bruno Cremer, les autres valent aussi le détour), on n'est plus au cinéma, mais on revient inexorablement au théâtre, où le symbole et la métaphore vont plus loin que le réalisme. C'est parfois ce qui peut agacer.

J.-C. Brisseau a dit dans une interview qu'il n'avait pas trop forcé sur la violence, qu'il ne voulait pas en faire trop, etc. Son film est peut-être interdit aux moins de 18 ans pour d'autres raisons.

En guise de conclusion, la présentation dans *Pariscope*, un vrai gag :

« *Bruno, 14 ans, livré à lui-même, se retrouve dans une classe de transition confronté à des enfants violents et pervers. Une jeune prof tente par des leçons particulières de l'ouvrir au monde et à la poésie mais le directeur de l'école en a décidé autrement... Ce film fort, mélange de violence et d'émotion, a obtenu le prix perspectives au festival de Cannes 88 et le prix spécial de la jeunesse. Int. - 18 ans. »*

C. B.

BANDE DESSINÉE

Benôit Broutchoux

BENOÎT Broutchoux, militant anarcho-syndicaliste, antimilitariste et défenseur avant l'heure de la libre maternité, fut au début de ce siècle un véritable héros populaire dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais.

C'est ainsi qu'en 1980, Phil et Callens décident de raconter sa vie tel qu'on aurait pu le faire de son vivant, en parodiant le ton et l'imagerie anarchiste de l'époque. Dessinées à la manière des Pieds-Nickelés, publiées sous forme de feuilleton dans le *Monde libertaire*, les aventures « épatantes et véridiques » de Benôit Broutchoux connaissent alors un succès important ; la silhouette de Benôit se répand à travers l'hexagone...

Aujourd'hui, cette bande dessinée (rééditée par le Centre culturel libertaire de Lille) demeure une véritable fresque d'histoire sociale mettant en scène le syndicalisme révolutionnaire avec chaleur, humour... et sérieux !

Eric DUSSART
(Gr. Benôit-Broutchoux)

Les aventures de Benôit Broutchoux, Phil et Callens, 43 pages. En vente au Centre culturel libertaire, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille (20 F. plus 11 F. de port).

Communiqué

La librairie du Monde libertaire, en collaboration avec l'association « un bon dessin vaut mieux qu'un long discours », vous invite à découvrir une exposition du dessinateur Cardon. Il vous sera possible d'apprécier ainsi, du 13 au 25 juin, la redoutable efficacité du crayon de Cardon.

De plus, le 25 juin, à 16 h, un forum-débat sera organisé autour de l'actualité du dessin de presse, avec Cardon et François Forcadelle (animateur de l'association « un bon dessin vaut mieux qu'un long discours »).

Librairie du Monde libertaire



Erratum

La note de lecture sur « Le Mazet du Raïol », de A. et H. Dalgou, parue dans le *Monde libertaire* n° 709, comportait une petite erreur. Pour se procurer cet excellent livre (qui sera suivi de deux autres tomes), il faut s'adresser aux auteurs : A. et H. Dalgou, Saint-Laurent-la-Vernède, 30330 Connaux, qui vous l'envoieront contre 80 F (port compris).

La rédaction

Programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 16 juin

« Fruit de la passion » (19 h à 20 h 30) : Catherine Ribeiro.

Vendredi 17 juin

« H. comme hasard » (12 h à 14 h) : Bernard Alliot, pour son roman « Eau trouble ».
« Radio Esperanto » (18 h à 19 h) : André Cherpillod et ses traductions en esperanto.
« L'invité du vendredi » (19 h à 21 h) : les activités du bureau fédéral (Paris) de la Ligue des droits de l'homme.

Samedi 18 juin

« De bouche à oreille » (14 h 30 à 16 h 30) : festival de chansons au café de la danse (M. Fanon, F. Solleville, R. Bernadac).

Dimanche 19 juin

« B.D. A. et Cie » (20 h à 21 h 30) : éditions Vaillant-journal Pif, 44 ans de B.D.

Mardi 21 juin

« Microclimat » (18 h à 19 h 30) : les abeilles.

COMITÉ DES MAL-LOGÉS

Après le procès, la lutte continue !

COMME nous vous l'annoncions la semaine dernière (1), le jugement des familles du Comité des mal-logés a été rendu vendredi dernier. Malgré les plaidoiries des avocats des familles et leurs arguments de poids, la jus-

tice a accompli sa besogne habituelle en pareil cas et prononcé une demande d'expulsion sous quinzaine des habitants du 32-34, rue du Volga.

Ces derniers vont donc maintenant attendre le courrier officiel qui

leur laissera deux semaines de répit (après réception), tout en entamant dans le même temps de nouvelles demandes d'aide judiciaire pour chaque famille et bien sûr une procédure d'appel.

Dans le même temps, à grand renfort de publicité et de conférence de presse, Maurice Faure, ministre d'Etat chargé des problèmes de logement, annonçait le 9 juin le détail des dernières mesures gouvernementales en matière de logement social et de rénovation.

Hormis les 500 millions accordés aux offices et sociétés d'H.L.M. qui ont beaucoup construit entre 1978 et 1984 (à une époque de forte inflation) et qui remboursent (jusqu'à 40% du total des loyers) des prêts importants, 350 millions sont destinés à la réhabilitation « lourde » de 35 000 logements ; 250 millions doivent assurer, l'entretien en retard des immeubles dégradés ; 50 millions sont accordés pour les opérations programmées d'amélioration de l'habitat (O.P.A.H.).

Ces trois dernières mesures concernent directement les H.L.M. qui vont gérer cette manne providentielle tombant comme par hasard à la veille d'élections incertaines.

Enfin, 150 millions accordés au Fonds social urbain (F.S.U.) sont destinés à l'aménagement de l'espace et à l'action sociale (crèches, alphabétisation, etc.), ceci dans le cadre du Développement social des quartiers (D.S.Q.).

Ces différentes mesures vont paraître être financées par un redé-

ploiement budgétaire et par des recettes supplémentaires. Ainsi, nos pauvres militaires vont être à cours de gas-oil s'ils ne font pas gaffe car c'est 2,8 milliards de crédits sur les carburants qui viennent de leur passer sous le nez... De quoi devenir antimilitariste, non ?

En réalité, le flou le plus complet régnait actuellement sur les contreparties qui sont en cours de négociations avec les offices d'H.L.M. Quels seront leurs engagements vis-à-vis des loyers, des conditions d'accueil des mal-logés et des précaires ? Ces quelques questions feraient mauvais effet dans une conférence de presse d'un ministre d'Etat. Elles sont pourtant essentielles et n'ont pas encore reçu de réponses précises de la part du gouvernement. Derrière le battage électoral et les mesures « d'urgence », il n'y a guère de mesures précises et de volonté d'abroger par exemple une certaine loi Méhaignerie.

La seule chose concrète, c'est la répression qui risque de toucher rapidement les familles expulsables de l'espace et à l'action sociale (crèches, alphabétisation, etc.), ceci dans le cadre du Développement social des quartiers (D.S.Q.).

C. BAUDOT

ANTIMILITARISME
Acharnement militaire

NICOLAS DUBOURG, inconnu à l'armée, a été reconnu coupable de refus d'obéissance et dispensé de peine le 16 mai dernier par le Tribunal de grande instance de Reims (Marne). On pouvait penser que l'affaire était close, c'était méconnaître le sadisme de l'armée. Nicolas est ramené à la caserne où, de nouveau, il refuse de porter l'uniforme et les armes. Ce dernier refus d'obéissance s'inscrit dans un long processus d'acharnement des autorités militaires qui commence en avril 1987.

A cette date, Nicolas Dubourg se présente au centre de sélection de Rennes (pour les fameux « trois jours ») où il déclare son intention de refuser d'apprendre à tuer et à se soumettre à l'autorité militaire, en précisant qu'il désire être objet de conscience. L'armée lui indique qu'il pourra faire une demande de statut d'objet de conscience après l'été 1987.

Une demande refusée

Début août, Nicolas a la surprise de recevoir un ordre de route pour la caserne, il recontacte le centre de Rennes qui lui conseille

de déposer sa demande de statut immédiatement. Le 4 septembre 1987, le ministère de la Défense refuse de le reconnaître objet de conscience (il avait jusqu'au 15 juillet pour l'envoyer). Militaire contre son gré et par la volonté de ceux-ci, Nicolas doit rejoindre la caserne de Suippes (Marne) en octobre ; fidèle à son premier choix, il ne s'y présente pas. Il est arrêté le 3 novembre, et déferé le 6 novembre au Tribunal de Rennes ! Les juges décident alors de remettre l'affaire pour complément d'information.

C'est 6 mois après, que Nicolas, resté à la caserne, comparait une nouvelle fois devant le tribunal. Le 6 mai, le lendemain du massacre de l'armée française à Ouvéa, Nicolas explique son refus de l'armée et son désir d'être objet de conscience. Son avocat, M^e Decarme, fait état de l'incohérence des lois françaises par rapport à la résolution du Parlement européen qui stipule, entre autres, qu'un individu a le droit de choisir le service civil même s'il est sous les drapeaux. Il termine sa plaidoirie en demandant la relaxe. Quant au ministère public, il décide de

s'en remettre au tribunal pour le jugement.

Il est à noter que de nombreuses personnes se sont déplacées pour cette audience, ainsi que les médias locaux dont FR3-Marne. Le jugement fut mis en délibéré dix jours. Le 16 mai, Nicolas Dubourg est reconnu coupable pour le délit de refus d'obéissance mais dispensé de peine. L'armée ne peut se contenter de ce verdict et recommence les poursuites après le deuxième refus d'obéissance de Nicolas, qui est placé en arrêt de rigueur pour quarante jours dont vingt à l'isolement. Depuis 6 mois, Nicolas est l'otage de l'armée, il risque une peine supérieure à un an de prison, il est donc essentiel d'être solidaires, en lui écrivant pour briser son isolement, en faisant pression sur les autorités militaires et judiciaires pour qu'il soit définitivement libéré (1).

Eric HEBERT
(Gr. de Rouen)

(1) Nicolas Dubourg, 40^e régiment d'artillerie, 11^e batterie, 51601 Suippes cedex. Ecrire également au colonel du 40^e R.A., à la même adresse, ou téléphoner au (16) 26.70.10.53. Tribunal de grande instance de Reims, Palais de justice, 51000 Reims cedex.

MUTINERIE D'ENSISHEIM
L'assommoir !

QUATRE ans de prison ferme — de plus —, pour les cinq « meneurs » de la mutinerie d'Ensisheim : c'est beaucoup moins que le maximum que prévoit la loi pour « incendie en bande organisée » et prise d'otages. La peine est même inférieure à ce qu'avait requis le procureur, qui

avait demandé six ans d'emprisonnement supplémentaires. C'est néanmoins un jugement de salauds.

Les cinq mutins, Djilali Mihoubi, Jean-Baptiste Péchon, Thierry Etienne, Gérard Birou et Saïd Jabri avaient pourtant expliqué que la mutinerie était le seul moyen, pour les condamnés à de longues peines, de faire entendre leurs revendications. Que lorsque des dizaines et des dizaines de lettres adressées au ministère restaient sans réponse, lorsque toutes les demandes de remises de peine et de libérations conditionnelles étaient systématiquement refusées sans explication, quand les prisonniers passaient des années en prison sans espoir, la dernière issue était la révolte. Réponse du ministère de la Justice : quatre ans de prison ferme.

La mutinerie s'était pourtant déroulée avec le minimum de violence : les « otages », c'est-à-dire la surveillant auxiliaire et la religieuse qui se trouvaient dans la prison au moment de la révolte, avaient été non seulement épargnés, mais protégés et rassurés, comme ils en ont témoigné au procès. L'ensemble des mutins avait fait preuve de beaucoup de maturité, et les cinq inculpés avaient personnellement veillé à ce que la mutinerie ne se termine pas dans un bain de sang.

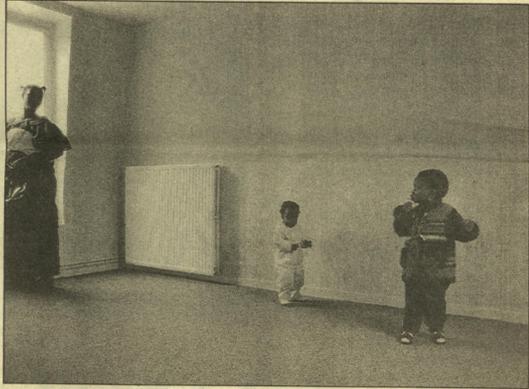
Qu'a-t-on voulu punir ?

A-t-on voulu punir, à travers les cinq inculpés, le fait que des prisonniers s'organisent solidement, intelligemment ? Ou Arpaillage a-t-il voulu rassurer les syndicats fascisants de la pénitentiaire, les concessionnaires qui exploitent les prisonniers, et le bon peuple de France

dont le procureur affirmait, dans sa plaidoirie, qu'il ne comprendrait pas que les mutins ne soient pas sanctionnés ?

La mutinerie de Saint-Maur, en décembre dernier, n'a pas encore connu de suite judiciaire. Les mutins de Besançon n'ont été condamnés « qu'à » six mois de prison ferme. Les cinq condamnés d'Ensisheim, eux, se verront sans aucun doute soumis à un isolement plus ou moins strict jusqu'à la fin de leur peine. Sur les cinq inculpés, un seul se trouvait — presque — en fin de peine (il ne lui restait « que » cinq ans), les autres, qui devaient sortir aux alentours de l'an 2000, sortiront quatre ans plus tard. Perspective passablement atroce pour des gens âgés de vingt-cinq à trente ans. La Chancellerie s'imagina-t-elle que sanctionner lourdement les mutineries garantirait le calme dans les prisons ? On peut d'ores et déjà prédire qu'elle s'est trompée. On n'étouffe pas indéfiniment le désespoir. De plus, la condamnation des mutins d'Ensisheim signifie, pour l'ensemble des prisonniers de France, qu'Arpaillage compte continuer, durant sept ans en principe, la ligne Chalandon : pas de discussion, pas de remises de peine, pas la moindre attention aux revendications des prisonniers, et l'assommoir en cas de révolte. Si les prisonniers plaçaient un quelconque espoir dans le retour de la « gôche » au pouvoir, Arpaillage vient de leur signifier, on ne peut plus clairement, qu'ils se faisaient des illusions. A lui d'en assumer les conséquences.

Pascale CHOISY



Les enfants du 32-34, rue du Volga sont perdus dans leur nouveau logement...

THIERRY CHATBI

Un mois de grève de la faim

« (...) Dimanche prochain (le 12 juin 1988), ça fera pratiquement un mois (26 jours). Actuellement, j'en suis à trois semaines ! Je commence à faiblir physiquement mais ma détermination est toujours la même. Cette lutte sera la dernière pour moi, il va bien falloir qu'ils daignent se pencher sur mon dossier pour voir que celui-ci est vide ! Vide de toutes preuves matérielles, complètement saucissonné, bâclé, instruit uniquement à charge et d'une partialité qui frôle la démesure. Je pense donc qu'au fur et à mesure que mon état physique va se dégrader, ils en resteront informés chaque jour. Je pense fort logiquement qu'ils vont s'interroger. Si en plus je suis soutenu dehors d'une manière déterminante et volontaire, je crois en mes chances. Je veux croire qu'enfin l'injustice qui me frappe va éclater au grand jour. L'isolement, l'indifférence est la pire des choses dans ce genre d'affaire. Seul un battage, un tapage, des relances incessantes risquent de débloquer cette situation absurde et totalement arbitraire. Mais là encore, je ne vous apprend rien. Je sais aussi votre soutien et je vous en remercie chaleureusement. (...) »

C'est là un extrait d'une lettre que nous avons reçue de Thierry Chatbi, qui entre aujourd'hui dans son deuxième mois de grève de la faim. Nous sommes déjà revenus à plusieurs reprises sur le « cas » Chatbi dans les colonnes du *Monde libertaire* ; suivi d'un lourd casier judiciaire et « coupable » de participation à plusieurs luttes collectives de prisonniers, cet homme de 33 ans est inculpé pour participation à un braquage, et à ce titre emprisonné « préventivement » depuis près de deux ans. Avant d'entamer cette dernière grève de la faim, il en avait déjà suivi deux autres, sans parvenir à émouvoir les autorités judiciaires.

Thierry Chatbi n'est sans doute pas le seul innocent emprisonné dans les geôles françaises. D'autre part, rappelés que la moitié des prisonniers sont incarcérés à titre préventif, scandale absolu, puisque selon les textes, la prison préventive est une mesure exceptionnelle qui ne peut se justifier que si l'inculpé n'a pas de domicile fixe. Si nous soutenons la lutte de Thierry, ce n'est pas uniquement au titre de son innocence — manifeste au vu de son dossier. C'est aussi parce que Thierry a le courage de se battre contre l'institution judiciaire toute entière. Courage, Thierry ! Tu sortiras de là...

Pascale CHOISY

Communiqué

Suite à la condamnation de cinq mutins de la prison centrale d'Ensisheim à quatre ans de réclusion supplémentaires et à une amende collective de 330 000 F, la Fédération anarchiste tient à exprimer son indignation et son soutien aux luttes des prisonniers. De même que la grève est la principale arme des travailleurs pour voir aboutir leurs revendications, les prisonniers n'ont que la mutinerie pour briser le mur du silence et de l'indifférence qui les entoure.

Par la lourde condamnation qui frappe aujourd'hui des hommes qui ne voulaient qu'être entendus, le ministre de la Justice indique qu'il poursuivra la politique répressive de son prédécesseur. Les anarchistes ne se sont jamais fait d'illusions sur les « bonnes intentions » des ministres de l'« ouverture », mais prennent acte de cette condamnation, et entendent continuer à soutenir les prisonniers dans leur lutte contre l'institution judiciaire et la prison.

Fédération anarchiste